

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 24 AOÛT 1976
N°236 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

INCENDIES
« Si ça brûle si bien,
c'est parce que
les terres ne sont
pas exploitées »

voir page 2

après la destruction de la cave
d'un gros cumulard

MAX SIMEONI POURSUIVI PAR LA COUR DE SURETE DE L'ETAT



C'était en août 75, la cave d'Aléria. Dimanche, des militants s'y sont rendus, y accrochant des drapeaux corses, « pour leur montrer qu'on ne recule pas ». Le soir, la cave d'un autre cumulard, Slinky était détruite.

L'histoire se répète-t-elle ? Il y a un an, après le congrès de l'ARC, Edmond Simeoni occupait une cave d'un colon à Aleria. La Cour de Sûreté de l'Etat lançait une action judiciaire contre les militants autonomistes. Dimanche, se tenait le congrès de l'Association des Patriotes Corses, et le soir même, le frère d'Edmond, Max Simeoni, occupait la cave d'un gros propriétaire viticole, avant de la faire exploser. La Cour de Sûreté de l'Etat a lancé un mandat d'arrêt contre lui. Pourtant, le parallèle n'est qu'apparent. Aleria ne peut pas se répéter. Depuis un an, la situation des travailleurs corses a empiré. Ils voient leur identité de plus en plus menacée. Edmond Simeoni et Serge Cacciari ont été durement condamnés. Et le mouvement autonome « légal » est décidé à contrôler la situation. Un nouveau pas a été franchi.

Ce n'était pas un hasard si le lieu choisi par les dirigeants autonomistes pour tenir le 1^{er} congrès de l'APC était en plein Fiumorbu, à Abbazia.

C'est dans le Fiumorbu, au dessus de la plaine orientale, que l'injustice est le plus ressentie, que les jeunes agriculteurs corses se sentent le plus spoliés devant les immenses exploitations de la plaine orientale, atteignant, malgré les lois anti-cumul, 1500 hectares.

Environ 7 000 personnes ont assisté au Congrès, et surtout au meeting politique qui se tenait dimanche. Successivement, Lucien Alfonsi, Christian Mondoloni, Me Bartoli, secrétaire général du mouvement, et le Pr André Fazi.

TRACTATIONS EN COULISSE POUR LE CONTROLE DE FRANCE-SOIR

La grève suspendue
pendant 24 h

voir page 6

suite page 6

AFRIQUE DU SUD

GREVE CONTRE LA REPRESSION



La grève des transports qui a paralysé hier Johannesburg malgré le quadrillage policier et la répression, marque la solidarité accrue des travailleurs africains avec le mouvement de lutte engagé par la jeunesse.

voir page 7

Corée :

nouvelles
provoca-
tions
amé-
ricaines.

Après l'incident de mercredi où deux officiers américains ont trouvé la mort, Ford a envoyé plusieurs centaines d'hommes dans la zone « démilitarisée » pour abattre l'arbre qui avait été l'objet de la contestation et détruire des postes d'observation nord-coréens. De plus, non content d'envoyer sa flotte en Corée du Sud, le gouvernement américain a déclaré l'état d'alerte dans ses bases au Japon.

Le gouvernement de la République Populaire Démocratique de Corée a déclaré : « Notre peuple ne veut pas la guerre, mais il n'en a pas peur ».

voir page 8

EGYPTE

Echec du détour- nement d'avion

L'avion égyptien qui avait été l'objet d'une tentative de détournement sur la Lybie hier matin, est finalement resté à Louqsor. Les membres du commando se sont rendus. Il s'agirait de Lybiens, se réclamant du nasserisme et qui demandaient la libération de leurs compatriotes emprisonnés en Egypte. Le gouvernement lybien avait désavoué cette opération.

Après le tremblement
de terre

INTERVIEW D'UN FRANÇAIS SÉJOURNANT EN CHINE

voir page 9

Les troupes d'occupation
syriennes assassinent

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

voir page 7

INCENDIE DE FORÊT DANS LES PYRÉNÉES ORIENTALES "SI ÇA BRÛLE SI BIEN C'EST PARCE QUE LES TERRES NE SONT PLUS EXPLOITÉES"

Interview d'un paysan, maire d'une petite commune



Cet été de nombreux incendies de forêt ont ravagé des milliers d'hectares, détruisant les ressources de certains paysans et parfois créant la panique parmi les vacanciers.

Dans les Pyrénées Orientales, ce sont près de 20 000 hectares qui ont brûlé. Deux lecteurs du Quotidien du Peuple en vacances dans cette région nous ont fait parvenir l'interview du maire d'une petite commune des Aspres, qui est paysan viticulteur ; il a pris une part très active dans la lutte contre l'incendie et n'est pas du tout satisfait de la façon dont la lutte contre l'incendie a été organisée au niveau départemental.

La presse évoque immédiatement «l'imprudence d'un promeneur», un «acte criminel» dès qu'il y a un incendie de forêt. Mais elle se garde en général d'évoquer d'autres causes.

Comme ce paysan l'explique, l'incendie est inséparable de l'ensemble des problèmes que rencontrent les paysans de la région : mévente des produits agricoles, exode rural....

Q. : Comment a commencé l'incendie ?

R. : Le feu serait parti d'un dépôt d'ordures vers 12 h le mercredi et s'est rapidement étendu avec le vent. Ça a continué le jeudi toute la journée et le lendemain matin.

- Pourtant un arrêté préfectoral interdisait le feu sur tout le territoire des Pyrénées Orientales ?

- Oui, mais il faut bien détruire les ordures. Et une usine d'incinération des ordures coûte 7 millions (A.F.) rien que pour sa construction, sans compter le fonctionnement, c'est trop cher pour une petite commune.

- Est-ce qu'il y a eu des victimes ?

- Non. Deux maisons seulement ont brûlé. Dans deux communes voisines, les propriétaires étaient absents, ce n'étaient pas des gens du pays. Bien d'autres habitations auraient brûlé si les habitants n'avaient pas eux-mêmes, avec des seaux, des tuyaux et des couvertures protégé leur maison. Les pompiers qui, normalement, pendant les incendies de forêts doivent protéger les habitations n'étaient pas sur place. Pour l'instant, on ne sait toujours pas où ils étaient. A plusieurs maires, nous avons demandé le renfort des pompiers de départements limitrophes (un coup de téléphone suffit) ils sont venus avec 48 heures de retard. Une voiture de pompiers est même tombée en panne d'essence...

- Dès le mercredi soir, au village, un mot était sur toutes les bouches : les avions, il faudrait envoyer les avions. Et en fait, il est presque certain qu'un seul



Les poteaux en bois des lignes téléphoniques ont brûlé et l'isolant des fils a fondu. Ils ont été remplacés dès le lendemain. Mais les fils des lignes électriques ont souffert de la chaleur et n'ont pas été remplacés. Des pannes se produiront certainement cet hiver, surtout s'il neige.

canadais aurait suffi pour éteindre cet incendie à son début, alors pourquoi avoir attendu le jeudi soir, c'est-à-dire presque 36 heures après le début de l'incendie ?

- Dans les régions prospères, les canadiens arrivent vite. Ici, c'est une région pauvre ! Sans doute, la personne qui devait prendre la décision n'était pas qualifiée pour juger de l'importance du feu. Officiellement, ils ont dit que le vent était trop fort, mais le vent soufflait toujours pareil quand ils sont intervenus, puis que les canadiens étaient pris ailleurs. Il faudrait une enquête mais l'enquête est faite par les responsables qui ne se donneront pas tort eux-mêmes.

- Mais il y a cette conversation entre deux pilotes de canadiens qu'ont captée des ouvriers qui réparaient les lignes téléphoniques. Les pilotes disaient bien qu'ils étaient au sol depuis plusieurs jours et qu'ils auraient pu intervenir plutôt ?

- Oui, mais on n'a pas de preuves. Ça ne pourra pas compter pour l'enquête officielle.

- Ici, c'est une région sèche, même en dehors, cette année exceptionnelle, c'est tous les ans qu'un arrêté préfectoral interdit les feux en plein air, donc on craint l'incendie. Pourquoi n'y a-t-il rien de prévu, d'organisé pour lutter contre le feu ?

- En fait, la lutte contre l'incendie pour les Aspres a été étudiée et chiffrée, il y a des plans mais qui n'ont jamais été réalisés, en général, ils disent que ça coûte trop cher.

- On dit que récemment 20 millions ont été débloqués et qu'ils ont servi à faire un seul coupe-feu à proximité de la maison d'un ami du président du conseil général ?

- On le dit. Mais il est vrai qu'en général, les crédits sont épuisés avant d'arriver aux communes et qu'on nous demande rarement notre avis.

- Le département va sans doute être déclaré zone sinistrée. Qu'est-ce que cela va apporter aux paysans dont les terres ont brûlé ?

- On aura droit à un prêt du Crédit Agricole à 6% qu'il faudra rembourser, les petits ne pourront pas le prendre. Nous, ce que nous voulons, c'est que l'Etat répare les dégâts, c'est-à-dire, une expertise immédiate et des indemnités tout de suite, pas dans cinq ans. Souvent, les expertises sont «à la tête du client» et ne tiennent pas compte de la différence entre le Roussillon (la

plaine) et les Aspres (la montagne), où ça pousse plus difficilement. Il faudrait aussi que les indemnisations tiennent compte qu'il faut 6 ans pour qu'une vigne donne à plein mais souvent on ne nous indemnise que pour la récolte pendante (celle qu'on aurait faite si ça n'avait pas brûlé) mais pas pour les années suivantes.

- Que vont devenir les terres qui ont brûlé ?

- Pour les vignes, je pense qu'on va pouvoir remplacer tous les pieds qui ont brûlé. Pour la forêt, on va nous proposer de reboiser avec des sapins. Ce n'est pas ça qu'il faut, c'est ce qui brûle le mieux. Ce qu'il faudrait, c'est planter des chênes verts ou liège à 3,5 m. les

Un moyen très efficace de nettoyer la forêt, c'est d'y faire brouter des chèvres. Autrefois, il y avait plus de dix troupeaux, mais aujourd'hui, il n'en reste que quelques-uns. Aujourd'hui aussi, il y a de plus en plus de landes et de forêts non entretenues, car les jeunes quittent le pays. Les terres sont laissées à l'abandon ou vendues à des touristes qui n'exploitent pas les terres.

En cinq ans, la population a diminué de 190 habitants à 165 et encore, il y a des retraités qui se sont installés. Dans le village, il n'y a pas d'industrie, il y a juste l'entreprise de maçonnerie. C'est difficile de vivre ici. Les fruits viennent plus tard que dans la plaine. Quand les cerises sont mûres, le prix que nous en donne la coopérative ne couvre même pas les frais de cueille. Pour le vin, le



Le feu était si violent qu'il est passé de l'autre côté de la route, alors que les routes servent généralement de coupe-feu.

uns des autres afin de pouvoir passer avec un petit bulldozer pour nettoyer. On aurait ainsi une forêt jolie et facile à entretenir et qui brûlerait difficilement. Mais, c'est toujours ceux qui ont le chapeau qui décident.

- Le feu ne s'est pas partout propagé à la même vitesse. A quoi cela est-il dû ?

- La lande, les broussailles brûlent très vite, ainsi que les forêts non entretenues car les broussailles au pied des arbres entretiennent le feu ; alors que des terres cultivées servent de coupe-feu ou bien le ralentissent. On l'a bien vu pour un mas qui est pourtant entouré de forêt : la forêt bien entretenue, une vigne et des champs labourés ont protégé les bâtiments.

VDQS est payé par la coopérative 1,40 F, et c'est difficile d'obtenir l'appellation et plus c'est le même problème que dans le Languedoc, le vin ne se vend pas à cause des importations de vins italiens. La coupe du liège sur les chênes ne se fait plus. Le liège est importé du Portugal. Moi, je fais en plus l'exploitation de la forêt, je m'en sors à peu près, mais je fais jusqu'à 14 heures de travail certains jours. Ma mère, et ma sœur travaillent comme des esclaves, même quand il y a la fête au village, elles ne pouvant pas y aller. On ne peut pas dire que c'est vivre. Je ne sais pas si dans cinq ans, je serai encore agriculteur. C'est difficile de lutter dans ces conditions car il faut s'organiser pour arriver à vivre sur une ferme considérée comme «non rentable» et aller aux différentes réunions.

Figaro - SOFRES

UN SONDAGE POUR PREPARER LA RENTREE SOCIALE

«Le Figaro» du lundi 23 août a publié un sondage d'opinion SOFRES sur le thème : «Les Français devant la violence». Ce qu'il en extrait en titre : «81% s'inquiètent de l'insécurité croissante - 72% sont partisans de la peine de mort pour les crimes majeurs».

Ces campagnes visent à préparer de nouvelles mesures policières : brigades dans le métro, expulsions de travailleurs immigrés coupables de lutter contre l'exploitation (comme les délégués des foyers Sonacotra), banalisation de la peine de mort, et aggravation de l'ensemble des peines... C'est une réussite partielle : 72% des Français se prononcent pour la peine de mort dans des cas comme les meurtres d'enfants, etc... 25% éprouvent «beaucoup d'inquiétude» et 36% «un peu d'inquiétude» à l'idée de prendre le métro à 11 h. du soir, contre 37% «pas du tout d'inquiétude», 22% pensent que les immigrés constituent un facteur d'insécurité.

Les amabilités de Sanguinetti pour Giscard (suite)

«La pratique de l'illusionisme, ce mensonge permanent, a toujours une fin» ; «quant au libéralisme, je me demande parfois s'il ne conduit pas tout droit au fascisme» ; «nous sommes en pseudo-monarchie» ; «Giscard, c'est la droite et elle seule. Son réformisme n'est que verbal»...

Voilà quelques unes des amabilités lancées par Alexandre Sanguinetti à l'intention de Giscard, dans une interview au Nouvel Observateur cette semaine. L'ancien secrétaire de l'UDR continue sa campagne anti-Giscard, tout en refusant de se joindre à la gauche. Ses solutions ? Elles ne sont pas neuves : il reprend la vieille baudruche gaulliste de la «participation» : parlant des salariés, il dit «si l'on veut parvenir à un consensus social, il faut leur donner une part de pouvoir sur le lieu de travail». A part cela, il préconise une ligne de non-alignement en politique étrangère et dénonce les «grands» qui «parquent quatre cent millions d'Européens dans un nouveau type de colonisation».

On ne nous dit pas quelles catégories sociales ont été interrogées, combien d'ouvriers en particulier pensent que «la présence d'un grand nombre de travailleurs étrangers est une raison de la recrudescence de la délinquance».

UN SONDAGE A SENS UNIQUE

Mais ce sondage ne présente qu'un certain aspect de «l'insécurité des Français» : celui imposé par Ponia-towski. Les 81% de Français qui pensent que la violence s'accroît depuis ces dernières années ont bien raison : depuis longtemps, il n'y avait pas eu autant d'interventions policières contre les ouvriers en lutte, autant de «bavures» avec mort d'homme. Mais de cela, le sondage ne parle pas. Il demande simplement si «la police fait bien son travail...» autrement dit si elle sait bien manier la matraque ou le pistolet.

Dans les «situations de la vie quotidienne» dans lesquelles on peut «éprouver de l'inquiétude» ne sont cités ni : «vous rencontrez un barrage policier» ni : «vous travaillez dans le bâtiment ou la métallurgie». Quant à la clémence des

juges, on ne dit pas si elle concerne des flics ou des patrons responsables d'accidents du travail.

LES LIMITES D'INTOXICATION

Parmi les principales causes d'insécurité, ce ne sont ni «l'insuffisance des effectifs de police» ni «la libéralisation des mœurs» qui arrivent en tête, loin de là : le «Parisien Libéré» et autres torchons en seront pour leurs frais. Ce sont «le chômage des jeunes» et «les conditions de vie dans les grands ensembles».

A la question «Pensez-vous que cette montée de la violence correspond à un malaise de notre civilisation contre lequel il est difficile de lutter, ou bien au contraire qu'il s'agit d'un phénomène passager que le gouvernement devrait parvenir à maîtriser», 64% ont répondu qu'il s'agissait d'un «malaise de notre civilisation», et seulement 31% que le gouvernement «devrait pouvoir le maîtriser». C'est un échec pour le gouvernement : la majorité des personnes interrogées ne pensent pas que tous les plans de Ponia-towski puissent diminuer la violence. Ce qui ressort à travers l'ambiguïté des termes de la question, c'est que c'est la société capitaliste, responsable du chômage et des conditions de vie que nous connaissons, qui est accusée, et que c'est en la détruisant qu'on détruira «l'insécurité».

P.G.

Les «objectifs de lutte» du PCF pour la rentrée :

UN PROGRAMME USÉ JUSQU'À LA CORDE

Le PCF n'a pas manqué à sa tradition de la mi-août : Marchais, invité cordialement par la radio France-Inter, a développé ses propositions le 16 août. L'an dernier, le secrétaire du PCF avait dit la même chose, mais c'était le 8 août, dans une conférence de presse au siège du comité central. Ce qui frappe, c'est l'identité des propositions de cette année et de celles de l'an passé, et, par là, leur inefficacité, vue à la lumière de l'activité du PCF l'an dernier.

Pourtant, en 1975, en présentant des «objectifs de lutte», classés, comme cette année en quatre lots (la relance de la consommation, l'emploi, l'inflation et la lutte contre gaspillage et spéculation), Marchais avait déclaré que son parti allait «créer les conditions d'un puissant mouvement en leur faveur» ; et, par ailleurs, il prétendait, «pour nous, il n'y a pas de trêve dans l'action». Un an après, on peut juger des faits !

Partout, le PCF s'est mis en travers des luttes. Les exemples en sont innombrables. A Bourgogne-Electronique, les représentants ont voté les licenciements. A Air France, ils ont dévoyé la lutte. Partout où il y a eu de grandes mobilisations, ils ont été isolés : comme à Fougères, à Orléans, quand ce n'est pas rejetés et démasqués, comme à Paris-Rhône, à Sovirel. Partout où il y eu des coordinations de luttes, elles se sont faites

Par contre, le PCF continue de voir le salut de l'économie française (et donc de ses patrons) dans le développement des «branches d'intérêt national». Il continue aussi de prôner l'objectif parfaitement illusoire sous le capitalisme du contrôle des profits et des prix par le parlement ! Les nationalisations demandées n'ont pas changé non plus. Elles ont simplement glissé de la catégorie «lutte contre le gaspillage» à la catégorie «lutte contre l'inflation». Belle avancée, en effet ! Comme on le voit, ces mesures trahissent clairement l'impasse du PCF : à un an d'intervalle, il continue de seriner la même litanie de mesures contre la crise. Comme l'an dernier, les mesures en faveur des travailleurs ne sont là que pour faire «social», elles



REMANIEMENT MINISTÉRIEL

LA RUMEUR PERSISTE

L'entrevue hier entre Giscard et Chirac n'a rien apporté de nouveau par rapport aux rumeurs de remaniement ministériel et de démission de Chirac, ni confirmation, ni démenti. Chirac s'est refusé à toute déclaration.

Qu'il démissionne ou non, Chirac ne laisse pas inactifs ses services de propagande. Après le sondage du «Point», «Sud Ouest», journal proche de Chaban-Delmas publie également un sondage «prouvant» qu'une majorité de Français est favorable au maintien de Chirac comme premier ministre.

Les commentateurs bourgeois, qui ne savent pas l'ampleur des changements de personnes, pronostiquent, mais ils savent bien que le nouveau gouvernement sera, par rapport à l'ancien, blanc bonnet et bonnet blanc, du point de vue des travailleurs.

Que Giscard soit obligé de changer de gouvernement est cependant un signe évident de l'usure de sa politique, et de son équipe. Ces hommes qui chantent depuis 74 l'air des réformes et qui pratiquent la répression systématique, ont perdu toute crédibilité dans les masses.

contre eux. Leurs «objectifs de lutte» du 8 août sont bien apparus comme des proclamations inefficaces pour essayer de faire croire que le PCF est le défenseur des intérêts des travailleurs.

LA MEME LITANIE INEFFICACE

On a d'autant moins confiance cette année qu'on connaît ce triste bilan. Par ailleurs, le catalogue version 76 est une copie conforme de celui de 75. Il y a bien, comme l'an dernier, ces objectifs justes qui demandent un minimum vieillesse, un relèvement des salaires et allocations, (bien que le PCF ne défende pas le SMIC à 2 000 F), mais on sait qu'en cette année électorale, le PCF ne fera rien pour qu'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière fasse reculer la bourgeoisie sur ces revendications.

En ce qui concerne l'emploi, Marchais, comme l'an dernier, continue à parler d'interdire les licenciements... (sans reclassements) : là encore, c'est un vœu pieux qui ne réussit pas à cacher que les révisionnistes ont contribué à empêcher la coordination des usines occupées.

Leurs «objectifs de lutte» du 8 août sont bien apparus comme des proclamations inefficaces pour essayer de faire croire que le PCF est le défenseur des intérêts des travailleurs.

Les travailleurs ne pourront faire aucune confiance à ces «objectifs de lutte», et c'est contre les révisionnistes du PCF qui veulent soumettre les luttes aux perspectives électorales de 77 et 78 qu'ils devront gagner des victoires pour construire un véritable front de lutte contre la crise, faisant reculer la bourgeoisie.

Paul LEFORT

● UN CAMIONNEUR ÉCROUÉ A NANCY : Un camionneur qui avait provoqué un accident en état d'ivresse, qui coûta la vie à un routier allemand, vient d'être écroué à la prison de Nancy.

Déjà en état d'ivresse, en 1971, il avait provoqué un accident qui avait fait deux morts, et il avait été condamné à deux ans de suspension de permis de conduire.

J.B.

PAYSANS EN LUTTE

JOURNAL DES PAYSANS EN LUTTE
le croquant
 POUR L'UNITÉ AVEC LA CLASSE OUVRIÈRE

pourquoi un journal paysan ?

VAINCRE LA SÈCHERESSE, C'EST POSSIBLE !

LES CONSÉQUENCES DE LA SÈCHERESSE

DES ÉLEVEURS INTÈGRES RÉPONDENT À LA COPAL

DU «TOURISME» EN BRESSE

DES ÉLEVEURS INTÈGRES SE RENCONTRENT

EN AVANT VERS LA LIAISON OUVRIERS-PAYSANS

Un journal des paysans en lutte en Saône et Loire

Pourquoi «Le Croquant» ?

Depuis plusieurs mois, dans plusieurs endroits du département de Saône et Loire, des paysans ont déclenché des luttes contre les coopératives et firmes agro-alimentaires comme la Copal et Sanders-Dôle. Ces luttes dont rend compte le premier numéro du «Croquant» ont amené plusieurs des paysans qui y ont participé à prendre les moyens de se regrouper pour faire front contre la politique agricole gouvernementale.

les paysans exploités qui ne se reconnaissent plus dans les syndicats agricoles : ils se battent peut-être au sein de ces organisations, ou alors, ils sont déjà partis parce que trop écœurés. (...) Dans chaque numéro, une place sera laissée aux ouvriers : ceci pour qu'entre ouvriers et paysans il puisse naître une compréhension plus grande des problèmes des uns et des autres, cela en vue d'une alliance lors des luttes, soit à l'usine, soit à la campagne.

Pour ces raisons, expliquent-ils, l'idée d'un journal a été lancée : un journal fait par des paysans déterminés à lutter contre ceux qui les exploitent. (...) Ce journal veut être un lien entre tous

Pour s'adresser au journal, écrire à M. Marcel JAQUEMIN, Les Tardes, Marly-Issy - 71 ISSY l'Évêque ou téléphoner au 6 à Marly.

Article extrait du n° 1 de «Le Croquant»

VAINCRE LA SÈCHERESSE, C'EST POSSIBLE !

Aujourd'hui, les cultures séchées, les restrictions d'eau potable sont devenues la règle. Pourtant, la France demeure un des pays d'Europe les plus riches en eau. En période normale, les prélèvements d'eau ne représentent que 12 à 15 % des ressources potentielles totales. Comme la plus grande partie de l'eau consommée est remise en circulation, la consommation véritable ne s'élève qu'à 5 %.

Dans ces conditions, parler comme le fait la presse bourgeoise de pénurie est un mensonge de plus à mettre à son crédit. Ce qui est en jeu, c'est l'anarchie à la production d'eau, faite de gaspillage pour les uns et de restrictions pour les autres.

MOBILISER L'EAU DU SOUS-SOL

Aujourd'hui, des milliards de mètres cubes d'eau sont inexploités : les nappes d'eau souterraines contiennent de cent à cent cinquante milliards de mètres cubes d'eau, alors que le volume total des lacs de barrage est de 7 à 8 milliards de mètres cubes.

Depuis 73, le bureau de Recherches Géologiques et Minières a fait 500 forages en Bretagne, tous étaient positifs. De l'eau on en trouve toujours au débit de 200 à 50 000 litres à l'heure, ce qui est suffisant pour la culture ou l'alimentation d'une commune.

Souvent, on entend dire qu'un forage ne se fait pas tout seul, pourtant il suffit de deux ou trois jours pour creuser un puits de dix mètres.

D'après le BRGM, on pourrait creuser mille fois plus sans altérer nos réserves. D'autre part, l'eau puisée est de bien meilleure qualité que les eaux de surface car elles sont filtrées par le sous-sol. Cette eau souterraine, résultat de l'accumulation des eaux de pluies sur plusieurs dizaines d'années constitue une réserve naturelle indépendante des conditions climatiques.

Notre pays n'utilise que 46 % des réserves souterraines alors que la Suisse en utilise 75 %, la RFA 92 %, l'Italie 89 %. Le

pompage de ces eaux offre l'avantage de ne pas noyer les bonnes terres ni de détruire les sites.

Alors pourquoi ces richesses sont-elles si peu utilisées ? Pourquoi des milliers de petits paysans n'ont-ils pas d'eau ?

LES PROFITEURS

Creuser un puits coûte cher, un forage de dix mètres coûte au minimum 7 000 francs, un forage de 80 mètres coûte de 30 000 à 300 000 ce à quoi il faut ajouter le matériel d'aduction en surface. Seuls les gros peuvent se payer cette eau... gratuite.

Si chaque commune, chaque syndicat intercommunal dispose d'un réseau hydraulique du fait qu'il n'existe pas d'interconnexion entre réseaux voisins, on arrive à cette aberration que dans deux communes voisines, l'une peut regorger d'eau et l'autre en manquer. En fait, les responsables des syndicaux communaux ont tout calculé, aidés d'ingénieurs-conseil privés en fonction des intérêts de la commune, ou souvent même de tel ou tel gros propriétaire.

L'eau est bien aujourd'hui, l'objet de profits,



alors qu'elle représente un bien collectif.

Partout, ce qui est en jeu, c'est la même anarchie, la même inégalité : gros propriétaires creusant un puits dans ses champs, asséchant au besoin celui du voisin, rivières, étangs pollués par les industries capitalistes rejetant leurs déchets, peu

importe que la qualité de l'eau potable laisse les firmes d'eau minérale s'enrichir.

Poser la question vaincre la sécheresse, c'est bien poser la question de l'organisation de la production, de la distribution de l'eau fondée sur l'intérêt privé.

Manifestation des producteurs de raisin

Après l'effondrement des cours des pêches, des tomates, des poires, ce sont maintenant les producteurs de raisin de table qui sont touchés par les importations de raisin d'Italie. Ils ont manifesté durant tout le week-end en un long

cortège des voitures entre Avignon et Remoulins. Rappelons qu'à la production, le chasselas est descendu à 1,20 F le kilo contre 1,50 à 1,80 F l'année dernière. Les importateurs, eux, payent le raisin d'Italie à 1,10 F.

Communiqué des Paysans Travailleurs

(revendications sécheresse)

I - AIDES DIRECTES

- Chiffrer les pertes par exploitation (elles sont environ de 15 000 F par travailleur exploitant). Cette somme est à donner par l'État.
- Demander un acompte de 5 000 F immédiatement pour vivre et garder les moyens de production pour chaque exploitant qui ne dépasse pas le cumul.

II - REVENDICATIONS PAR RAPPORT AUX FIRMES

- Lait :
 - Prix indicatif à 100 % (qui est de 87,37 centimes L. départ ferme, du 1^{er} avril au 12 septembre 76) immédiatement, jusqu'à 3 000 litres par mois, ce qui correspond à faire disparaître la péréquation été-hiver.
 - Pas de taxe de résorption.
 - Viande :
 - Obligation d'enlever les bêtes à un prix payé à tous les producteurs qui soit au moins égal au prix d'orientation, y compris pour les bêtes de réforme de toutes catégories.
 - Crédit Agricole :
 - Année zéro sans intérêt (décalage d'annuités sur la fin de l'emprunt), pour les prêts d'équipement et d'élevage.
 - Pas de prêts nouveaux pour en rembourser d'anciens mais dans les situations difficiles ; transformer le court terme en moyen terme et pas de pénalités pour les retards de paiement.
 - Mutuelle Sociale des Agriculteurs :
 - Pas de cotisation au-dessous d'un certain revenu cadastral (1 000 F).
 - Pour ceux qui sont au-dessous du cumul, pas de pénalités de retard (couverture sociale maintenue de toute façon).
 - Caisse Mutuelle de Retraite Agricole :
 - Comme M.S.A. (couverture sociale maintenue).
 - Entreprises d'Approvisionnement :
 - Taxation avec un prix plafond pour tous les produits nécessaires à l'agriculture.
 - III - COMMISSIONS COMMUNALES ÉLUES PAR LES PAYSANS
 - Elles veilleront à la répartition des fourrages, et à l'application des revendications ci-dessus.
 - Elles veilleront à ce qu'il n'y ait pas de saisies ou d'obligation de faire de nouveaux emprunts.
- Paysans-Travailleurs Rhône-Alpes.

UNE PROPOSITION DE LOI EN PLUS !

Semblant reprocher la mollesse des dirigeants de la FNSEA, l'hebdomadaire du PCF «La Terre» avançait en première page la semaine dernière : «Au lieu des discours qui se multiplient sur des aides éventuelles, c'est tout de suite qu'il importe d'agir».

Fort bien si cette belle phrase ne cachait pour toute action... que le dépôt par le groupe révisionniste de l'assemblée d'une proposition de loi pour «sauvegarder notre agriculture».

Passons sur le fait qu'il s'agit ici de défendre «notre» agriculture et qu'aucune mention n'est faite ni dans le texte, ni dans les revendications des différences d'intérêts — et donc d'attitudes à avoir — entre les gros exploitants et les petits paysans touchés. Fidèle à sa ligne corporatiste, où l'unique critère est «l'exploitation familiale», il n'est donc question pour le PCF que de proposer des mesures visant à maintenir la hiérarchie... sans doute pour renforcer ce qu'il appelle «l'unité du monde paysan».

Mais là où les paysans exploités quotidiennement par le capital agro-alimentaire sont le plus surpris, c'est en lisant, à presque tous les articles de cette proposition, qu'il fallait «aider les entreprises agro-alimentaires».

Que de sollicitude, messieurs, après pourtant une augmentation de 8,75% que le gouvernement vient de leur octroyer ! Cette attention se justifierait, selon le PCF, pour éviter que certaines petites et moyennes entreprises procèdent à des licenciements — comme si les cadeaux que l'État fait aux industriels les avaient déjà dissuadés de faire payer aux ouvriers leurs éventuelles difficultés.

Enfin, notons que les grosses coopératives trouveront leur compte dans cette proposition, puisque si une partie des fonds alloués aux agriculteurs doivent provenir des firmes, il est bien précisé qu'il s'agit là «d'entreprises industrielles et commerciales non coopératives».

Richard Desgraves

LUTTES OUVRIÈRES

IDEAL STANDARD (Dammery-les-Lys) - (1)

UN TOURNANT DANS LA LUTTE

Le 1^{er} septembre, les travailleurs d'ideal Standard abordent leur 12^e mois de lutte. Ou en est-on aujourd'hui ? Le 9 juin, neuf travailleurs étaient convoqués devant le tribunal pour «entrave à la procédure de liquidation». Celui-ci, devant la mobilisation effectuée (travailleurs d'autres usines, femmes, jeunes) devait renoncer temporairement à l'expulsion... et au contraire engager une conciliation. C'est cette conciliation, les nombreuses réunions avec les représentants de la bourgeoisie, le débat auquel elles ont donné lieu parmi les travailleurs qui ont marqué de leur empreinte la lutte du mois d'août. S'agit-il d'un recul de la bourgeoisie ?

Après cinq réunions d'où rien n'est sorti, une sixième s'est tenue où un protocole d'accord a été élaboré mais, disons-le tout de suite, non signé. Un des points de l'accord, (sur lequel on a beaucoup discuté pendant les vacances), réclamé par la section CGT, est l'organisation de stages FPA... mais pas à n'importe quelles conditions.

On le sait, plusieurs luttes l'ont montré (Griffet, Lip), ce qui intéresse la bourgeoisie, c'est d'organiser des stages pris en compte par ses chambres patronales, qui permettent de disperser les travailleurs un peu partout.

LA QUESTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Cela les travailleurs d'ideal Standard en ont débattu une journée entière et ce large débat (une constante ici), en permettant d'analyser en détail les propositions, a été un moyen essentiel pour combattre les illusions qui existaient à ce sujet, pour finalement aboutir à un refus unanime. Ce que les travailleurs réclament, c'est l'organisation de stages à l'intérieur de l'usine. Il s'agit pour eux, de se servir de cette formation professionnelle pour porter la lutte à une étape supérieure : «Travailler à l'intérieur de l'usine permettrait tout au contraire de renforcer notre unité, de regrouper ceux qui sont dispersés». Mais évidemment, la bourgeoisie ne pouvait accepter que les travailleurs détournent la loi à leur profit.

«Le tribunal de commerce a refusé de signer, car il faut bien voir une chose : ça serait un précédent, un acquis. Dans deux ou trois mois, les «Lip» pourraient en demander autant». De plus, l'administrateur provisoire, en même temps qu'il parlait de stage réclamait en contre partie que les travailleurs lui cèdent 25% de l'outillage ! Là encore, les travailleurs ont rejeté cette manœuvre : «Accepter qu'une seule machine sorte, c'est accepter le démantèlement».

LES MANŒUVRES AUTOUR D'UN PROTOCOLE D'ACCORD

Les travailleurs ont su rejeter différentes manœuvres de l'administrateur provisoire, mais il n'en reste pas moins que le projet de conciliation, élaboré en juillet, a marqué un recul pour les travailleurs. Le 25 juin, il était question de la nécessité de la remise en activité de l'entreprise avec maintien de tous les emplois sur place ; or le protocole du 27 juillet parle de solution industrielle et de remise en activité «éventuelle».

Il semble que l'accord ne sera pas signé, mais

ceci montre que, par ce biais, la bourgeoisie veut amener les travailleurs à la capitulation et en finir ! Va-t-elle choisir de laisser pourrir la lutte, comme le montre la lenteur des négociations, sachant que le paiement des 90% arrive à échéance, dans trois mois ? Ne va-t-elle pas, au contraire, se servir de ce prétexte pour faire évacuer l'usine par la force, comme l'a laissé entendre le président du tribunal de commerce de Paris ? Rien n'est tranché, mais il est urgent d'éviter ces deux dangers de front.

R. FEUILLET

(à suivre)

L'engagement de cette médiation, le contenu du protocole d'accord amènent plusieurs questions : des réponses à ces questions dépend pour beaucoup l'avenir de la lutte.



Grands magasins

Trois travailleurs immigrés menacés d'expulsion

Dans le courant des vacances, 12 travailleurs immigrés employés d'une société de nettoyage ont été interpellés par la police alors qu'ils effectuaient leur travail à l'intérieur des Galeries Lafayette. Officiellement, la police agissant sur commission rogatoire, était censée procéder à une enquête sur la régularité de la société !

Suite à ce contrôle, 12 travailleurs immigrés ont été arrêtés et gardés à vue 48

heures. Si 9 ont été relâchés, 3 d'entre eux risquent l'expulsion.

Mais cette accentuation de la division, cette répression, que prouvent-elles sinon la faiblesse de la bourgeoisie, sa peur devant la montée des luttes ?

Face à ces attaques, l'heure est à l'action. C'est ce que souligne la CFDT des Galeries Lafayette : «Il faut réagir,

se préparer à lutter. Ponia n'a pas attendu la rentrée pour frapper. A nous, travailleurs organisés, de passer à l'offensive !» C'est ce que souligne aussi la section CGT de Carrefour de Villiers en Bière : «Ne nous laissons pas faire. Ne laissons pas se développer de tels agissements !»

Contre les mauvais coups de la bourgeoisie à la rentrée, il n'y a qu'une solution : la lutte !

FIN DU MOUVEMENT DE GRÈVE À LA SNCF

CE N'EST QU'UN RÉPIT

«Retour à la normale» annonce la SNCF après le mouvement de grève qui a perturbé le trafic le week-end dernier, notamment dans les régions ouest, sud-ouest et dans la région de Lyon-Chambéry. Trois semaines auparavant, les cheminots de Marseille avaient donné le signal de la lutte contre la mise en application d'un nouveau grade, le T5.

Le mouvement a rapidement gagné l'ensemble des grands dépôts et a été largement suivi ; en certains endroits, les roulants adhérents de la FGAAC

(fédération autonome, qui désavouait le mouvement) s'étant joints à leurs camarades de la CGT et de la CFDT !

Cette grève en pleine période des vacances contre le T5, un nouveau grade qui vise à promouvoir une «élite» de conducteurs, marque la volonté déjà affirmée avec force lors de la grève de mars dernier de refuser que ne s'aggravent les écarts hiérarchiques et les manœuvres de division de la direction.

Le mouvement a pris fin hier. Ce n'est qu'un répit :

les cheminots que nous avons interrogés hier jugent comme particulièrement positive la participation d'ensemble des roulants à ce conflit tout en regrettant que la «prudence» des fédérations CGT et CFDT n'ait pas permis que la lutte puisse se prolonger le week-end prochain, au moment des grands retours de vacances. Mais ces mêmes fédérations, obligées de reconnaître la volonté des cheminots de poursuivre la lutte, ont annoncé des actions nationales pour le courant du mois de septembre.

LES SALES COUPS DE L'ÉTÉ

IMRO (Rouen) : Intervention des flics contre l'imprimerie occupée

AMTEC (Lyon) : Intervention des CRS le 11 août

SNIAS (Châteauroux) : Intervention des CRS contre l'usine occupée ; déménagement des machines et de l'outillage.

TERM CAILHOX : En grève depuis le 30/06 contre les réductions d'horaire avec perte de salaire ; le patron fait occuper l'usine par une société de surveillance avec chiens policiers.

LES NOUVEAUX «LICENCIÉS» DE DURAFOUR

Poclain (Oise) : Licenciement de 4 délégués du personnel (3 CGT - 1 CFDT) pour «séquestration» après avis défavorable de l'inspecteur du travail et du tribunal.

Michelin Vannes (Morbihan) : Licenciement du secrétaire de la section CGT et d'un délégué CFDT pour «séquestration»

Lavelin (Filature des Vosges) : 2 travailleurs menacés de licenciement

Fillipini (Corse) : 14 licenciements dont le secrétaire de l'UD.CGT et un délégué du personnel.

Colas : licenciement du délégué syndical CGT soi-disant pour «motif économique»

LES TRAVAILLEURS DEVANT LES TRIBUNAUX

Le Chaillotine Carlay (Côtes du Nord) :

18 procédures différentes contre les travailleurs (inspecteur du travail - justice) ; 12 travailleurs passent devant le tribunal le 7 octobre à St Brieuc, inculpés «d'entrave à la liberté du travail».

Bidermann-Habillement (Liévin) :

Procédure de licenciement contre 4 délégués CFDT et cinq ouvrières ; les travailleurs sont en lutte trois heures par jour pour l'amélioration des conditions de travail.

Parisien Libéré : 3 ouvriers condamnés à 3 mois de prison avec sursis.

Chapsol : Le tribunal de Soissons (Aisne) vient de condamner 10 ouvriers, tous délégués pour «entrave à la liberté du travail» à 800 F d'amendes chacun et 1 000 F de dommages et intérêts à la direction.

CADOT : JOURNÉE «PORTES OUVERTES» MERCREDI

Cadot, boulangerie industrielle située impasse Hautpoul dans le 18^e arrondissement est en liquidation depuis les premiers jours du mois de juillet. Depuis ce jour, les 240 travailleurs mènent la lutte pour imposer que pas un seul d'entre eux ne soit licencié. Au cours du mois d'août, ils se sont inscrits collectivement à l'ANPE ; la seule proposition qui leur a été faite jusqu'à présent, c'est de reclasser quarante d'entre eux dans d'autres entreprises. Une proposition qu'ils tiennent pour une arme de division et qu'ils ont rejetée. Ils exigent une solution globale, c'est-à-dire la réouverture de l'entreprise, le maintien de tous les emplois et la garantie des avantages acquis.

Mercredi prochain, ils organisent une journée «portes ouvertes». Ils appellent tous les travailleurs des 18^e et 19^e arrondissement à y participer nombreux !

CADOT - Impasse Hautpoul (18^e)

Journée «Portes Ouvertes» Mercredi 25 août

à partir de 9 heures

Conférence de Presse syndicale à 11 h dans l'entreprise

POLITIQUE

LA GREVE DE FRANCE-SOIR SUSPENDUE 24H

«France Soir» paraîtra aujourd'hui, ainsi en a décidé l'Assemblée Générale des journalistes hier après-midi. «Par respect pour la justice», car selon l'intersyndicale la grève constituerait une pression sur les magistrats qui se prononceraient sur le référé engagé par l'intersyndicale. Par ce référé, les journalistes veulent faire reconnaître l'illégalité de l'opération Hersant par rapport à l'ordonnance du 26 Août 44 qui stipule notamment «La même personne ne peut être directeur ou directeur délégué de plus d'un quotidien».

Ce qui n'est pas le cas de Hersant qui dirige directement ou indirectement 30 publications. La suspension pour 24 H de la grève a recueilli 103 voix

contre 67 pour la poursuite. Ce vote montre le caractère timoré et limité de cette lutte, mais en même temps, l'existence d'un courant assez fort décidé à aller assez loin pour s'opposer à Hersant.

La suspension pour 24 H ne signifie en aucune façon la fin du mouvement, il y a de fortes chances pour que la grève reprenne demain, malgré les pressions de la FFTL opposée à la lutte et les hésitations

de certains journalistes.

De plus, les syndicats de journalistes appellent à une journée d'action jeudi. L'édition de mardi de France Soir comprendra en première page un texte de l'intersyndicale expliquant les raisons de la grève, par ce moyen les journalistes espèrent populariser leur lutte. Ce souci est parfaitement juste, mais une réelle popularisation ne peut passer que par une remise en

cause de la plupart des articles publiés dans «France Soir» qui ne prennent en rien le point de vue des masses populaires, et souvent donnent le point de vue de la bourgeoisie. Mais combien de journalistes de «France Soir» sont prêts à se mettre ainsi en cause ?

Malgré ces importantes limites, cette lutte tente de stopper un processus de concentration de la presse sous l'égide d'un agent du pouvoir giscardien. Elle est le signe que à l'intérieur même des organes de presse de la bourgeoisie, des journalistes commencent à refuser d'être les porte plume serviles de la classe dominante.

En attendant les greouillages se font nombreux autour de «France Soir», les offres ne manquent pas malgré le déficit financier de ce titre. Hier Winkler, actuel directeur, s'est entretenu avec Smadja, neveu de l'ancien directeur de

«Combat». D'autre part, les membres de l'intersyndicale des journalistes cherchent activement des solutions.

La bataille fait rage actuellement, dans l'ombre, entre groupes politiques bourgeois pour s'assurer le contrôle de «France Soir» ou pour faire échouer les tentatives de certains partis concurrents. Evidemment, chaque parti s'appuie sur ses membres et sympathisants au sein de l'intersyndicale pour mener la bataille, le PS qui est assez bien représenté parmi les journalistes de France Soir, est particulièrement actif, (tentatives de Smadja et Perdriel) ce qui provoque l'irritation du PCF.

Il reste que pour l'instant, la lutte prioritaire contre Hersant fait encore l'unité de la majorité des journalistes. Mais les manœuvres des partis bourgeois constituent un important facteur de désagrégation de la lutte.

Après la destruction de la cave d'un gros cumulard

MAX SIMEONI POURSUIVI PAR LA COUR DE SURETE DE L'ETAT

suite de la une

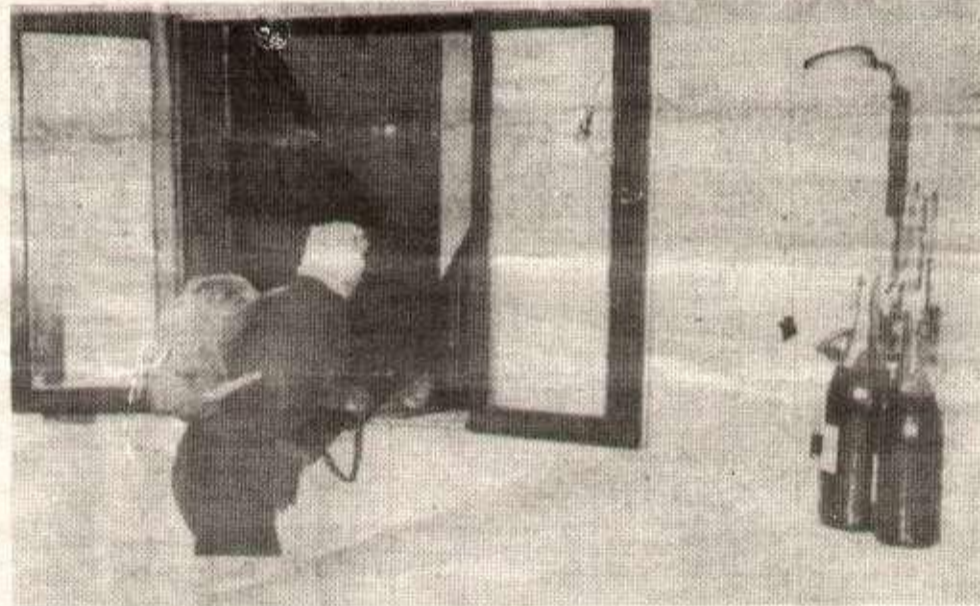
Lors des journées du 30 juillet, à Corte, le programme des militants clandestins du FLNC avait été largement applaudi. Aussi l'APC a du, à Abbazia, préciser sa position : «Bien que nous ne soyons pas d'accord avec les méthodes qu'ils emploient, leur idéologie se rapproche de la nôtre, et que l'on ne compte pas sur nous pour les condamner».

La structuration que l'assemblée des militants de l'APC avait décidée, qui comportait l'élection de délégués locaux, a été confirmée. L'APC ne tient pas à ce que se reproduise la situation de vide politique qui avait suivi l'interdiction de l'ARC. Par contre, la ligne politique du mouvement reste la même, c'est-à-dire la lutte pour «l'autonomie interne de la Corse», avec tout le flou sur l'ennemi à combattre et le type de société à construire en Corse, que cela laisse subsister.

LE PLASTICAGE DE LA CAVE SKALI

Alors que se déroulait l'intervention du porte parole du mouvement, Lucien Alfonsi, et que l'on attendait celle de Max Simeoni, c'est un message de ce dernier qui a été lu. Il annonçait la décision d'occuper la cave Cohen-Skali, l'un des gros cumulards de la plaine orientale. L'action menée avec 15 hommes armés avait déjà commencé, et bientôt, plusieurs centaines de personnes, venues du congrès, stationnaient sur la route. Vers 22 h 30, avant que les autorités ne se décident à réagir, le commando faisait exploser la cave. Voici comment Max Simeoni présentait l'action :

«Je veux attirer l'attention des pouvoirs publics par cet acte illégal. Les promesses faites à tous les échelons n'ont pas été tenues : les



terres des escrocs ne sont pas attribuées à de jeunes corses. M. Cohen n'est pas un escroc, n'empêche qu'il détient 400 Ha de terres corses avec trois caves vinicoles... Il est l'exemple type du cumulard et de l'agent du colonialisme. Il est urgent que cesse la colonisation qui ronge notre peuple. Il nous faut d'autres lois pour lui, pour sa survie».

Hier, la Cour de Sureté de l'Etat ouvrait une information judiciaire, et lançait un mandat d'arrêt contre Max Simeoni. Une fois de plus, l'appareil de répression est dirigé contre le peuple Corse. Si les CRS ne parviennent plus dans les rues de Bastia, les

Bastiais remarquaient un nombre impressionnant de «touristes» musclés dans leurs rues, dimanche soir. En Corse, la révolte est toujours aussi profonde, et la bourgeoisie le sait. La destruction de la cave Skalny, au delà des calculs dont elle est le fruit ne fait que le confirmer.

Eric Bréhat

A la suite de l'action de Max Simeoni, l'APC a publié un communiqué dont voici des extraits :

«L'APC, dont le congrès a connu un succès considérable et n'a offert à aucun moment l'aspect d'une kermesse, s'étonne que l'action individuelle menée à visage

découvert par Max Simeoni avec les compagnons inconnus qu'il a choisis, soit insidieusement imputée au mouvement. Le bureau exécutif déclare que cette action ne peut être imputée aux dirigeants ou à l'ensemble du mouvement que par ignorance ou mauvaise foi. (...)

Par contre, le bureau exécutif constate qu'un des militants les plus réfléchis, les plus favorables au dialogue, les plus responsables du mouvement autonomiste a cru devoir sortir de la légalité, en prenant courageusement des risques considérables pour son avenir, pour attirer l'attention de l'opinion publique, des pouvoirs publics et des partis sur la colonisation de la Corse. (...)

INCENDIES : 5 000 HECTARES DÉTRUITS PENDANT LE WEEK-END

C'est au total près de 5.000 hectares qui auront été détruits par des incendies de forêts durant le dernier week-end. Outre le terrible incendie de la région de Royan, il y a eu deux incendies en Gironde. En Bretagne, l'incendie a repris lundi dans la forêt de Brocéliande (près de Paimpont), près de 1.000 hectares ont été brûlés à Pipriac, et de nombreux incendies ont éclaté sur la côte sud et à

Quessant, et en Loire Atlantique, près de Guéméné-Penfaou.

Dans la Meuse, un incendie a ravagé la moitié de la commune de Biencourt-sur-Orge, brûlant vif 150 porcs, et quatre chiens et détruisant 30 tonnes de fourrages.

Un autre incendie a eu lieu en Seine et Marne, près d'Ouzouer-le-Voulgis.

Dans le cas de l'incendie de Royan, et de celui de la Loire-Atlantique, un individu arrêté a déclaré avoir allumé volontairement l'incendie. Les actes de ces déséquilibrés dangereux sont mis en avant par une partie de la presse : mais ils ne peuvent expliquer le développement inquiétant des incendies de forêts dans certaines régions de France : 80.000 hectares environ depuis le début de l'année.

LE CROC EN JAMBE DE LA DIRECTION DE LA F.F.T.L.

«La lutte entamée depuis le début de la semaine par la rédaction de «France-Soir»... ne peut avoir que l'assentiment des travailleurs du Livre...»

Néanmoins, la poursuite de ce mouvement... nous apparaît comme dangereuse...

Devant les conséquences extrêmement graves pour l'avenir des 1 800 salariés de l'entreprise que risque d'amener la poursuite de la grève... les travailleurs du Livre de «France-Soir» ne peuvent plus la cautionner, car elle risque de devenir rapidement suicidaire.

C'est dans toute sa clarté un raccourci de la position de la FFTL sur la grève à «France-Soir», en fait d'«assentiment», c'est un désaveu et un appel à la reprise du travail. Les journalistes de «France-Soir» ont eu la surprise de trouver ce communiqué placardé sur leurs murs, sans en avoir été informés au préalable.

Cette position de la direction de la FFTL semble découler d'un double souci.

LA PEUR D'UN AUTRE «PARISIEN LIBÉRÉ»

La direction de la FFTL ne veut pas d'un nouveau conflit du type du «Parisien Libéré» : Visiblement, elle se satisfait de l'accord-cadre, signé avec les patrons de l'imprimerie.

La poursuite courageuse de leur grève par les ouvriers du «Parisien Libéré» a été d'ailleurs, en plusieurs occasions, désavouée par la FFTL, en particulier à Melun, lors de l'agression très grave contre l'un d'entre eux. Récemment plusieurs condamnations ont été prononcées contre des ouvriers du Parisien, sans que la FFTL envisage de mobiliser. La mise en route, à dix-huit mois des élections, d'un nouveau conflit de ce type n'est guère prise par le PCF et la FFTL dont il occupe la direction.

UN «FRANCE-SOIR» CONTRÔLÉ PAR LE PS ?

D'autre part, les contacts de Smadja et de Perdriel avec Winkler et leurs offres inquiètent également la direction de la FFTL : en effet, si ces contacts aboutissaient, le PS, dont les liens avec Smadja et Perdriel sont connus, disposerait d'une certaine audience dans ce quotidien, plus large que celle de «L'Humanité». Ce n'est pas un secret que la FFTL est étroitement contrôlée par le PCF qui craint évidemment que le PS ne puisse disposer, d'une manière ou d'une autre, d'un quotidien.

La direction de la FFTL, en fait le PCF, préfère en fin de compte que ce soit Hersant qui ait la main sur «France-Soir», plutôt que le PS.

CHAMOUN VEUT DOMINER TOUT LE LIBAN

La droite libanaise vient de porter plainte à l'ONU contre «l'agression de l'OLP», tandis qu'elle entend occuper tout le Liban avec l'aide des troupes syriennes.

Les organes de presse et de radio français ouvrent largement leurs colonnes aux déclarations de Chamoun, qui définit ainsi ses buts : «Les Palestiniens doivent déposer leurs armes et le jour où ils l'auront fait, nous les accepterons». Et il ajoute : «S'il y a des parties du territoire, qui, pour le moment, échappent au pouvoir légal (qui serait Frangié, selon Chamoun), cela ne signifie pas qu'il y ait plusieurs Liban... De toutes façons, nous envisageons de libérer cette partie encore dominée par les organisations armées palestiniennes». Après avoir organisé le massacre de Tell El Zaatar, Chamoun veut poursuivre la guerre. Son but est de désarmer les Palestiniens et détruire le mouvement patriotique libanais, pour parvenir à écraser l'alliance tissée entre les peuples palestinien et libanais, menaçante pour les réactionnaires libanais, l'Etat d'Israël et les régimes arabes réactionnaires par l'exemple qu'elle peut constituer pour les autres peuples arabes.

C'est la présence de l'armée d'occupation syrienne qui offre à Chamoun la possibilité d'envisager la poursuite de la guerre dans tout le Liban. Il ne dit rien de cette présence, mais l'action de l'armée syrienne qui torture et assassine les patriotes libanais et les Palestiniens comme le montrent les événements de samedi dans la Bekaa, accomplit ce que Chamoun souhaite.

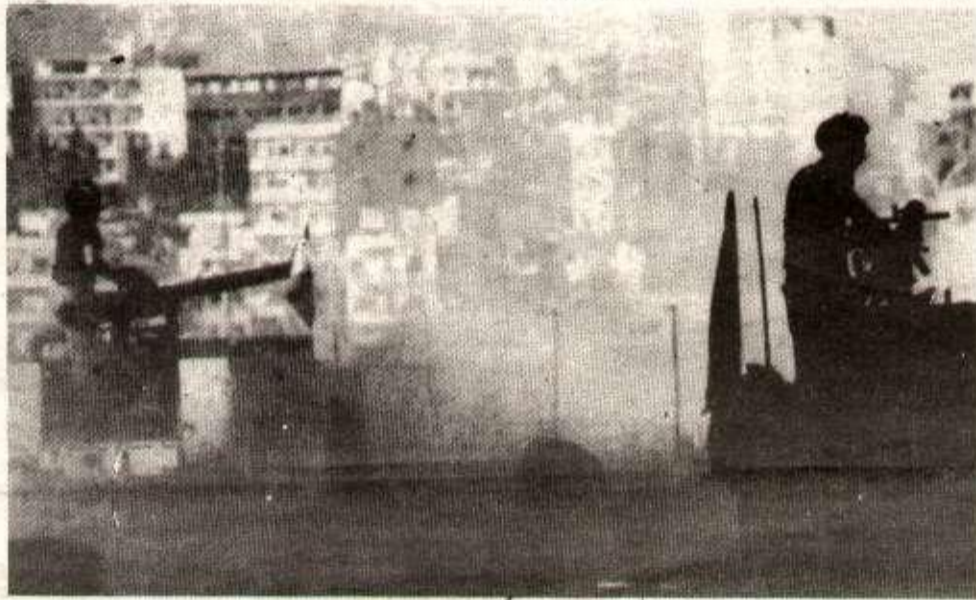
Cette présence, en modifiant le rapport de force,

permet à Chamoun de modifier ses plans : au lieu de vouloir créer un petit Liban dominé par les réactionnaires, ce qu'il veut aujourd'hui c'est le contrôle de tout le Liban. Cette affirmation annonce non seulement la poursuite de la guerre mais son extension, car les fascistes espèrent que les Syriens leur apporteront un appui actif, comme lors de la bataille de Tell el Zaatar, dans tout le Liban.

Cette alliance fasciste et

réactionnaire, si elle est puissante en force de feu, rencontre une résistance de plus en plus grande : le massacre de Beyrouth-Est n'a pas brisé l'alliance tissée entre les deux peuples. Aujourd'hui, la résistance s'organise contre l'occupation syrienne, tandis que la résistance aux assauts phalangistes s'organise à Beyrouth Ouest et dans la montagne et à Tripoli.

Grégoire CARRAT



A Beyrouth, les Phalanges préparent de nouveaux assauts.

Des diplomates US chez les phalanges

Dimanche soir, des diplomates américains sont arrivés à Jounieh, la capitale des fascistes libanais pour rencontrer les chefs fascistes pour la première fois depuis la fermeture de l'ambassade US en juin. C'est un nouvel encouragement aux forces réactionnaires. Celles-ci ont annoncé qu'elles se préparaient à attaquer Tripoli, complètement encerclé depuis deux mois, accessible seulement par la mer. Malgré le blocus de la marine syrienne 20 000 habitants des zones «chrétiennes» se sont réfugiés dans la ville pour échapper à l'avance des troupes fascistes.

Tandis que les combats se poursuivent, notamment le bombardement de Beyrouth Ouest et dans la montagne, l'OLP a décrété la mobilisation générale de tous les palestiniens.

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE CONTRE L'OCCUPATION SYRIENNE

Dans la Bekaa, la résistance s'organise contre l'armée d'occupation syrienne. Mardi dernier des officiers supérieurs syriens ont été tués dans une embuscade. Les troupes syriennes ont d'abord bombardé tous les villages alentour, au mortier et au canon. Puis ils ont organisé une grande rafle. Les membres d'organisations patriotiques libanaises découverts étaient flagellés, tandis que des interrogatoires très violents étaient menés pour connaître tous les progressistes. Le chef des occupants qui dirigeait ces représailles a déclaré aux villageois : «Si vous nous aviez informés, rien ne se serait passé, donc vous êtes

responsables... Nous sommes ici pour rétablir l'ordre et nous le ferons à n'importe quel prix... Si vous nous aidez, vous serez sains et saufs, sinon nous ferons comme l'a fait Israël avec les Palestiniens».

C'est ce qu'ils ont fait. Le combattant Samir Chouman a été conduit jusqu'à sa maison qu'ils ont dynamitée devant lui avant de le fusiller ainsi que quatre de ses camarades qui participaient à la résistance contre l'occupant.

L'ordre syrien, c'est l'ordre de Chamoun que les troupes d'occupation veulent imposer au peuple libanais.

GUADELOUPE :

LES ESCROQUERIES SCIENTIFIQUES DE STRIRN

Le cyclone Emmy s'est détourné de la Guadeloupe. L'attention se porte à nouveau sur la Soufrière. Pour y apprendre qu'une grande partie des informations, tel que l'étalement horizontal du magma, ainsi que les informations contradictoires qui faisaient alterner l'alarmisme et l'espoir d'un retour au calme émanait de hardies synthèses de Stirn lui-même à partir des données fragmentaires fournies par les différents chercheurs qui travaillent dans l'île. «Nous ne sommes pas des devins» répondent aujourd'hui les scientifiques, mais le danger est toujours très grand, d'importantes secousses ont été enregistrées dans les journées passées indiquant une intense activité souterraine.

Les escroqueries scientifiques de M. Stirn, ont justifié toutes les mesures contradictoires prises depuis une semaine qui ont conduit la population à

subir la catastrophe dans toute son ampleur avant même que le volcan ait explosé. Elles ont servi également à montrer l'incurie des services coloniaux : les lits manquent encore en grandes quantités, tandis que certains secours mettent plusieurs jours pour parvenir.

De toutes parts, le résultat des mesures prises pour faire face à la menace volcanique profite aux colons. C'est ainsi que la Transat profite de l'évacuation de Basse Terre pour détourner tout le trafic dans son port de la pointe Jarry. Dans la région de Basse Terre, la culture de la banane sera réduite, accélérant un mouvement déjà amorcé de réduction de la production vers des régions plus fertiles dans la région de Capesterre, ruinant les habitants d'une des régions de villégiature préférée des colons.

Afrique du Sud

GREVE CONTRE LA REPRESSION

L'appel à la «grève des transports» lancé à Soweto et dans les autres ghettos africains de Johannesburg semble avoir été massivement suivi. Cette grève, qui équivaut à une grève générale, puisque les travailleurs africains habitent tous à des kilomètres de leurs lieux de travail, devrait se poursuivre aujourd'hui et demain. Elle a pour but d'obtenir la libération des 2000 manifestants et militants arrêtés, parmi lesquels de nombreux dirigeants d'organisations (dont récemment Fatima Meer, dirigeante de la «Fédération des Femmes de Couleur»). La police raciste quadrillait hier les rues et les gares ; elle a encore tiré à Soweto, tuant un jeune manifestant.

Ce week-end, un certain

nombre de dirigeants des bantoustans, chefs traditionnels mis en place par le régime raciste, se sont réunis et ont adressé un ultimatum à Vorster. Ils exigent l'instruction gratuite pour les Noirs, l'abolition des lois restreignant leur liberté de circulation, la suppression de l'administration raciste du «bureau des affaires bantoues». Ils ont déclaré qu'ils étaient solidaires des manifestations de la jeunesse et que «le gouvernement a montré que le seul langage qu'il est prêt à entendre est celui de la violence». Le programme, inacceptable pour Vorster, et ces prises de position affaiblissent encore plus le régime raciste qui comptait sur l'appui de fantoches africains pour rendre crédible sa politique de «développement séparé».

Espagne

CARILLO S'EST RENDU EN CATALOGNE

Santiago Carrillo, le chef du PCE, s'est rendu en Espagne pour rencontrer les forces politiques catalanes. Les propositions faites par le président de la généralité de Catalogne de constituer «une assemblée provisoire nationale» en Catalogne, avait reçu une réponse négative du PSUC (révisionnistes catalans). Le parti de Carillo souhaite que les forces politiques catalanes se fondent dans la coordination démocratique espagnole, noyant du même coup les revendications nationales catalanes. En outre, l'attitude du PCE face au régime était critiquée en ces termes par M. Taradellas dans l'interview qu'il nous avait donnée au mois de juillet dernier : «A peine Franco mort, il semble que l'on soit

prêt à oublier les milliers de personnes emprisonnées, ceux du procès de Burgos, les ouvriers qui subissent la crise la plus grave, et on va discuter avec ces messieurs... L'opposition n'arrive pas à trouver un terrain d'unité pour combattre le régime sur des bases fermes». La revendication nationale des peuples d'Espagne est une des plus importantes composantes de la situation en Espagne. Les soucis qu'elle cause à Carrillo montrent que non seulement elle est puissante, mais encore qu'elle s'oppose aux compromis que Carrillo et certains partis de la Coordination Démocratique cherchent à trouver avec le gouvernement de Juan Carlos.

en bref...

OPEP :

Hier, la commission économique de l'OPEP commençait sa réunion à Vienne. Au centre de ces discussions doit se trouver le relèvement du prix du brut. Elle doit également examiner la création d'un nouveau système de calcul des prix des différents pétroles, pour remplacer celui existant imposé par les grandes compagnies.

LIBAN

Deux diplomates américains sont arrivés dans le port de Jounieh qui sert de «capitale» aux forces scissionnistes. Ils se sont entretenus avec Sarkis et Frangié.

ALLEMAGNE

D'après des contre-expertises faites à la demande de la famille d'Ulrike Meinhof, celle-ci, trouvée morte dans sa cellule, aurait été victime d'une tentative de viol puis d'un assassinat par étranglement. La thèse officielle du suicide par pendaison a toujours été mise en doute par les avocats d'Ulrike Meinhof. Une commission internationale d'enquête va se réunir le 26 août à Stuttgart.

INTERNATIONAL

Italie

LE P.C.I. A PERMIS
LA FORMATION
DU GOUVERNEMENT

«Aujourd'hui, il y a une nouvelle majorité, celle qui englobe le PCI. Nous ne sommes pas encore à un tournant définitif de la situation politique mais nous en approchons» a déclaré Berlinguer, le secrétaire général du PCI. Il annonçait que son parti permettait — en s'abstenant lors du vote d'investiture — la formation d'un gouvernement uniquement «démocrate chrétien», avec lequel il avait discuté le programme d'action.

Les résultats des élections du mois de juin, confirmant la position électorale de la démocratie chrétienne, n'avaient pas permis la réalisation immédiate du «compromis historique», mais la progression du PCI lui permettait de s'intégrer à plusieurs niveaux dans les postes qui lui étaient jusqu'ici interdits : le PCI obtint la présidence de la chambre des députés, la présidence de sept commissions au Parlement, tandis que la progression de ce parti dans les régions et municipalités était spectaculairement affirmée par l'élection à la mairie de Rome d'un candidat soutenu par le PCI, qui obtenait en outre douze postes d'adjoints sur dix-huit. La «nouvelle majorité» de Berlinguer c'est cette participation de

plus en plus marquée du PCI aux côtés de la démocratie chrétienne dans la gestion de l'Etat que Berlinguer veut rendre complète par l'union sacrée du compromis historique.

Et pour cela, il ne manque pas de souligner l'incapacité de la démocratie chrétienne à résoudre la crise qui secoue l'Italie dont les crises gouvernementales sont le produit. L'Unité, le journal du PCI, reproche à Andréotti, le nouveau chef de gouvernement, de n'avoir pas lancé «un appel au pays pour demander le soutien des forces sociales à un effort de reprise qui impose des sacrifices, des choix rigoureux et une participation responsable».

Le PCI affirme bien haut

que lui seul est capable de faire accepter à la classe ouvrière les effets de la crise économique, qu'il s'agisse de l'inflation qui réduit le pouvoir d'achat, ou du chômage, que lui seul est capable de lui faire accepter les «sacrifices» que la bourgeoisie veut lui imposer pour redresser son économie. Il présente sa participation au gouvernement comme la meilleure arme de la bourgeoisie contre les luttes de la classe ouvrière.

Le patronat italien fait sien cette proposition, comme Agnelli, le PDG de FIAT, président des patrons, qui considère la venue du PCI au pouvoir comme une possibilité, bien que ce ne soit pas encore, selon lui, le moment opportun. L'adhésion de la bourgeoisie italienne à ce projet se marque encore par l'attitude du Parti Socialiste, allié de la démocratie chrétienne jusqu'aux dernières élections, qui a dorénavant accroché son char à celui du PCI, interdisant toute solution à la démocratie chrétienne en dehors d'une entente avec le PCI.

Corée

CONDAMNÉ PAR LES PAYS NON-ALIGNÉS

L'imperialisme US
maintient l'état d'alerte

En Corée du Sud, l'armée d'occupation américaine est toujours en état d'alerte : le porte-avions

Midway et cinq autres navires sont dans les eaux sud-coréennes, dix-huit appareils «Phantom F4»

ont été amenés du Japon, les 42 000 soldats américains sont mobilisés. Samedi, les Américains ont introduit trois cents soldats dans la zone de «sécurité commune» pour effectuer les travaux contestés qui avaient servi de prétexte aux affrontements. Cette intrusion constitue une violation des accords d'armistice qui prévoient trente cinq gardes de chaque côté.

D'après la Maison Blanche, le gouvernement de la République Populaire Démocratique de Corée aurait envoyé un message à Ford pour exprimer ses regrets au sujet de la mort des deux officiers américains tout en précisant qu'il considérait que le gouvernement américain en était pleinement responsable.

Dans sa déclaration de politique générale, la conférence des pays non alignés a pris position sur la situation en Corée, exprimant «sa profonde inquiétude devant la grave situation créée dans cette partie du monde par les impérialistes» et demandant aux Américains «d'arrêter immédiatement leurs manœuvres, de retirer leurs armes nucléaires et leurs installations militaires».

ESPAGNE

Oreja Aguirre, ministre espagnol des affaires étrangères, en visite à Bonn, a rencontré à plusieurs reprises le ministre de R.F.A. Geescher.

Giscard a interdit
la mission
du Cambodge
Démocratique

Les combattants de l'Armée Révolutionnaire du Cambodge creusent un canal d'irrigation

La mission du Cambodge Démocratique en France a dû cesser ses activités en France sous le prétexte que l'ambassade de France à Phnom Penh était toujours fermée. Le gouvernement français est responsable de l'absence de relations diplomatiques entre la France et le Cambodge. Après avoir soutenu le régime Lon Nol jusqu'auderniermoment, il veut aujourd'hui étouffer la voix du Cambodge Démocratique dans le monde.

Au même moment, Giscard offre des tribunes dans les journaux et à la télévision aux traitres. Il impulse une campagne ignoble contre le peuple cambodgien. La fermeture de la mission est une nouvelle tentative pour empêcher le peuple de France et le peuple cambodgien de développer des liens de solidarité.

Le peuple cambodgien fort de la victoire contre l'impérialisme US ne se laissera pas soumettre. Nous lui apporterons toujours tout notre soutien.

Argentine

DEUX CHARNIERS
SONT DECOUVERTS

La répression policière en Argentine

A Pilar, dans la banlieue de Buenos Aires, des ouvriers ont découvert un charnier contenant les corps de trente personnes, assassinées à la mitrailleuse et rendues méconnaissables. «Cimetière de monteneros. Tués parce qu'ils étaient traitres à la patrie» indiquait une pancarte déposée aux côtés des victimes. Dix sept autres cadavres ont été découverts toujours dans la banlieue de Buenos Aires.

Tous les jours, les groupes d'extrême droite masquent impunément dans l'Argentine de Videla. «Je considère qu'il y a plus de deux mille personnes véritablement menacées dans

leur vie» affirme le haut commissaire aux Nations Unies chargé des réfugiés. La police uruguayenne a pu assassiner et enlever de nombreux réfugiés impunément tandis que les groupes de droite ont organisé de véritables campagnes d'assassinat à leur rencontre. L'Argentine était le dernier lieu d'Amérique Latine où les réfugiés politiques pouvaient se rendre, c'est pourquoi ils étaient très nombreux. Ils sont très menacés aujourd'hui. En s'attaquant à eux, les fascistes argentins veulent écraser tout le mouvement démocratique et les militants révolutionnaires d'Amérique Latine.

Dimanche, l'Argentine était en état de siège, non

pour retrouver les assassins qui utilisent des voitures identiques à celles de la police, mais pour empêcher toute commémoration des massacres de Trelew, le 22 août 1972 où 17 militants avaient été assassinés dans la cour de la prison. Cependant, dix bombes ont explosé à Buenos Aires.

Les affirmations de la junte, selon lesquelles l'enquête serait menée jusque dans ses extrêmes conséquences sont démenties par la réalité : à Cordoba, dimanche, cinq révolutionnaires étaient tués par l'armée. Les crimes de Buenos Aires, le quadrillage militaire de Tucuman ont le même but : écraser la résistance du peuple argentin.

Ford - Carter

LE FACE A FACE

Le grotesque cirque électoral de la Convention républicaine a abouti à un résultat assez prévisible, la désignation de Ford avec une faible majorité. Beaucoup de spectacle, et du mauvais, pour pas grand chose. Il est évident que l'affrontement de plusieurs mois entre Reagan et Ford a considérablement affaibli la position du camp républicain. Reagan a beau jouer les vieux cow-boys solitaires et serrer la main de Ford «loyalement», les coups bas et les insultes («Kissinger loves Moscou»), ne sont pas oubliés. Et surtout, pour obtenir sa désignation, Ford a dû faire des concessions et intégrer bien des points du programme de Reagan au sien, ce qui renforcera son caractère conservateur : cela ne l'avantagera pas face au «dynamisme» et au «réformisme» de Carter.

De plus, Ford ne bénéficiera pas du prestige généralement attribué à un président en exercice. D'une part, il a été choisi par Nixon et ses deux années d'exercice n'ont rien de glorieux. D'autre part, il a dû s'engager personnelle-

ment pour mendier des voix et va continuer en jouant au quitte-ou-double avec Carter à la télé. Une fois la campagne électorale entamée, le débat entre Ford et Carter se centrera probablement davantage sur la politique intérieure. Si la politique extérieure a tenu jusqu'ici le devant de la scène, sous l'influence de Reagan surtout, on en est venu à un certain consensus (détente, mais davantage de fermeté face à l'URSS) et il est probable que la question de savoir comment faire payer la crise aux travailleurs sera débattue. Dans ce domaine, la démagogie de Carter, qui promet le «plein emploi», peut se révéler payante, s'il peut donner à ses propositions une certaine crédibilité.

Cette campagne a démarré très rapidement. Bien que Carter et Ford aient assuré qu'ils seraient «fair play» (Ford a dit : «une campagne responsable»), la polémique s'annonce virulente. L'associé de Ford, Dole, ne s'est pas privé d'attaquer Carter pour le manque de cohérence de ses propositions, disant qu'il en avait «une devant les

blancs, une devant les noirs, une pour les riches, une pour les pauvres». Il a ajouté : «Le peuple américain ne connaît pas ses positions, et le candidat démocrate ne pense pas qu'il a le droit de les connaître. Son programme montre que c'est un homme plein de contradictions». Dole connu pour sa «férocité parlementaire» ne déçoit pas le public, et Carter se plaint de ses «attaques personnelles».

Quant à Ford, laissant les basses polémiques à son acolyte, il reprend les thèmes démagogiques de «simplicité» chers à Carter : «C'est vous qui payez les impôts, je suis des vôtres». Ce vieux politicien, choisi par Nixon, n'hésite pas à dire, après deux ans de gestion difficile de la crise de l'impérialisme : «Il s'est passé quelque chose d'extraordinaire dans notre pays ces deux dernières années. Les Américains ont retrouvé l'esprit de 1776». Ainsi Ford, comme Carter, veut faire croire qu'après des années de corruption et d'impérialisme, une ère nouvelle pourrait, comme par miracle, s'ouvrir.

TREMBLEMENT DE TERRE EN CHINE

l'homme vaincra la nature

Dans les rues de Pékin

Nous publions l'interview d'un camarade résidant en Chine, réalisée le 2 août. Nous publierons demain une autre interview réalisée à la fin de la période d'alerte.

— Quotidien du Peuple : Quand avez-vous ressenti la première secousse ?

— Dans la nuit du 27 au 28 juillet. Ça fait l'effet d'un avion qui traverse des turbulences : un long tremblement, les murs vibrent comme si on les secouait, et tout bouge autour. Mais c'est surtout la durée qui a surpris : plus de deux minutes, c'est très long.

— Et il n'y a pas eu de panique ?

— Absolument aucune, et ça c'est tout à fait remarquable. Il faut dire que l'on savait depuis plus d'un an - depuis le tremblement de terre de janvier 1975 au Nord-Est (dans la province du Liaoning) - qu'un séisme aurait lieu dans la région de Pékin dans les deux années à venir. Depuis plusieurs mois, des mesures préventives étaient prises.

— De quel ordre ?

— Matérielles - renforcement de vieux édifices, démolition de cheminées vétustes, construction de voies de dégagement, mais surtout idéologiques, à travers le travail de propagande entrepris pour informer la population sur l'éventualité d'une secousse et les indices permettant d'en déceler l'imminence. Elle était parfaitement informée et savait qu'elle n'avait rien à craindre.

— Parce qu'on peut prévoir un tremblement de terre ?

— Oui. Avant la secousse proprement dite, on peut observer divers phénomènes annonciateurs, en particulier les réactions des animaux : les porcs essaient de forcer la porte de leur enclos, les chevaux hennissent et ruent, les mouches se mettent à tourbillonner dans l'air, bref, une sorte d'« affolement » de la nature quelques heures avant que la secousse ne soit sensible. En mobilisant largement la population, on peut recueillir suffisamment d'indices pour déclencher l'alerte en temps voulu.

— Tu dis que cette secousse était prévue et la population prévenue. Mais est-ce qu'on avait pu en déterminer l'heure ?

— Non, sinon cette première secousse n'aurait pas surpris les gens chez eux. Mais cette fois, on a affaire à un séisme particulièrement complexe dont les effets se dépla-

cent d'une manière giratoire à travers toute la Chine du Nord, et jusqu'en Sibérie, en revenant vers son épicerie d'origine, c'est-à-dire vers la



Houa Kouo Feng rend visite aux mineurs des régions sinistrées.

région de Pékin. C'est la raison pour laquelle on a demandé à la population de ne plus demeurer dans les maisons. Chaque unité s'est vu désigner par la municipalité un emplacement où s'installer, mais à proximité immédiate des immeubles d'habitations. A 10 mètres lorsque les rues voisines sont suffisamment larges pour permettre de s'éloigner des façades. Puis, chaque famille s'est construit un abri surtout contre la pluie qui est tombée à verse dans les deux jours suivants.

— Est-ce que tout est très organisé ?

— Oui, mais encore une fois, tout le monde - les cadres comme les masses - savait très bien ce qu'il avait à faire parce que depuis longtemps, on parlait de ce tremblement de terre, et personne, même les plus âgés, n'en avait peur. La suite, l'organisation des deux semaines à venir - parce qu'il semble bien qu'on devra rester au moins 15 jours sous la tente - pendant lesquelles d'autres secousses doivent avoir lieu, s'est faite dans le plus grand calme et sans le moindre affolement. Et, ce qui est remarquable, c'est, dans le cadre de cette discipline collective, l'extraordinaire sens de l'initiative dont témoignent les masses pour fabriquer leurs abris.

— Quel est le rôle de l'armée ?

— L'armée a des tâches plus importantes au cœur même de l'épicentre et de

la région sinistrée, à Tientsin et surtout Tangchan où il semble que les destructions soient très importantes. Les masses ici à Pékin comptent surtout sur leurs propres forces pour faire leurs abris. En général, on a descendu les lits et fabriqué des montants aux quatre coins, avec deux traverses et une feuille de polyane

— Mais qui donne les matériaux ?

— On se débrouille. On emprunte des briques sur un chantier pour faire une assise sous les lits. On fabrique des structures avec des tiges de bambou. On récupère tout ce qu'on peut utiliser. Et c'est vraiment l'entraide. On s'organise par unité de

quatrième des vieux etc... Ça marche vraiment très bien. La milice joue aussi un rôle très important. Si, par exemple, dans une famille on manque de bras, ce sont les miliciens qui font le travail.

— Et ça doit contribuer au moral ?

— Oui, puisqu'on n'a pas d'inquiétude domestique à avoir. Et c'est très important. Il faut savoir que si le lendemain de la première secousse la plupart des bureaux et des usines ont cessé le travail - afin que tout le monde puisse s'organiser - depuis, toutes les tâches de production ont repris quasiment comme à la normale.

— Est-ce que vraiment tout le monde habite maintenant hors des maisons ?

— Ecoute, la capitale est transformée en une sorte de gigantesque ville de toile, de plastique et de paille, surtout dans les avenues les plus larges. Chan an jé par exemple - les Champs Elysées de Pékin - dont les trottoirs sont entièrement occupés par des milliers de familles.

— Et il n'y a pas de vols ?

— Evidemment, dans toute autre société, c'est la question qu'on se poserait. Mais vraiment il faut savoir ce qu'est l'organisation des masses dans ces cas là, leur confiance dans le Parti, leur certitude qu'on se tirera de ce fléau naturel comme des autres, pour comprendre. D'ailleurs, on ne relâche pas la vigilance, il y a des tours de garde, mais c'est surtout pour être prêts à donner l'alerte en cas de secousse ou veiller aux risques d'incendie.

Partout ailleurs, un tremblement de terre de cette importance signifierait l'épidémie, la maladie, le chômage, la mort. Et ça, les Chinois le savent par expérience, ils savent vraiment faire la différence. Ce sera la même chose en cas de guerre, si un ennemi attaque, il n'existera pas de panique, parce qu'on est prêt, organisé, politiquement armés à faire face à tout envahisseur.

— Cette fois-ci, l'envahisseur, c'est la nature ?

— En quelque sorte.

Pékin, le 2 août 1976

« NOUS RÉPONDONS AU SÉISME PAR LA RÉVOLUTION ! »

L'extraordinaire mobilisation du peuple chinois contre les conséquences des tremblements de terre ne manque pas de surprendre tous ceux qui voyaient dans le séisme une catastrophe fatale, une entrave à l'avancée de la Chine dans la voie du socialisme. L'idéologie bourgeoise diffuse en effet l'idée qu'une catastrophe naturelle est un événement « qui nous dépasse » et devant lequel s'effacent toutes les contradictions et la lutte de classes : c'est pourquoi on peut avoir du mal à comprendre que la lutte contre le séisme soit l'objet d'une mobilisation politique et devienne un enjeu de la lutte de classes en Chine.

LES GRANDES VICTOIRES REMPORTEES DANS LA LUTTE CONTRE LA NATURE

Pourtant, toute l'histoire de la Chine socialiste est jalonnée de grandes victoires contre la nature : l'une des premières a été, par une mobilisation des masses pour l'hygiène, la suppression de plusieurs maladies endémiques. De même, c'est le peuple chinois au pouvoir qui a, en construisant d'immenses digues, régularisé le cours du Fleuve Jaune dont les inondations dévastaient des régions entières en faisant des

milliers de morts avant la libération. Et toute l'histoire de l'agriculture socialiste en Chine est celle d'une lutte opiniâtre contre la nature : des régions rendues stériles par la sécheresse ont été complètement changées grâce aux travaux d'irrigation et de terrassement effectués par des millions de paysans. C'est le socialisme qui a permis de réunir et de mobiliser consciemment les énergies des travailleurs pour maîtriser la nature. Autrefois, les propriétaires fonciers, au contraire, spéculaient sur les calamités naturelles : accaparant les puits, ils faisaient payer l'eau plus cher en période de sécheresse.

LA PRÉVISION DES SÉISMES, C'EST L'AFFAIRE DES MASSES

En ce qui concerne la lutte contre les conséquences des séismes, c'est aussi la politique qui est au poste de commandement. La remarquable organisation des villes pendant la période d'alerte n'est pas due à une quelconque soumission servile, mais à une discipline prolétarienne consciente. Les résultats obtenus dans la prévision, où la Chine, malgré des échecs, semble la plus avancée, viennent de ce que la sismologie n'est pas réservée en Chine à une élite, mais s'appuie sur des

milliers de sismologues amateurs, ouvriers et paysans, qui unissent leurs observations et leur étude pour comprendre et prévoir ce phénomène. Ainsi : les masses participent largement à la prévision, ce qui permet d'en améliorer la précision et de donner à tous une connaissance scientifique matérialiste du phénomène.

En ce qui concerne l'organisation des masses pendant les alertes, elle ne dépend pas de bonnes « recettes » techniques, mais c'est également une question politique. C'est la confiance du peuple dans le Parti, son organisation par les comités révolutionnaires de quartiers qui permettent que, d'un jour à l'autre, des millions de Chinois puissent, sans incident, aller vivre dans la rue. Cette discipline prolétarienne, aucun Etat bourgeois, extérieur aux masses et répressif vis-à-vis d'elles ne pourrait l'obtenir. C'est dans cette même unité que s'est mobilisé le peuple chinois au moment de la Révolution Culturelle et, il y a quelques mois lors de l'incident de la place Tien An Men pour s'opposer aux contre-révolutionnaires. C'est cette même unité qui briserait toute tentative d'un agresseur étranger.

La lutte contre les conséquences du

tremblement de terre se déroule à un moment où se développe et s'approfondit dans tout le pays, la lutte contre la ligne de Teng Siao Ping. Le séisme a été véritablement saisi comme un défi et comme une occasion de montrer que rien n'arrête le peuple chinois dans la voie de la révolution. Car il faut se souvenir qu'au moment du « grand bond en avant », les calamités naturelles avaient servi de prétexte aux tenants de la voie capitaliste pour remettre en cause les objectifs du plan et préconiser des mesures de restauration. Or aujourd'hui, les actes de dévouement et d'héroïsme de milliers de membres du Parti, de l'armée et de travailleurs, les nombreuses mesures de soutien à la lutte prises dans tout le pays (envoi de travailleurs médicaux et de techniciens dans la région sinistrée, reprise rapide de la production à Tangchan, dépassement des objectifs du plan ailleurs), tout cela montre que ce qui l'emporte, c'est la solidarité, l'esprit de servir le peuple, l'esprit de sacrifice et non pas l'égoïsme et la recherche des « stimulants matériels ».

« Nous répondons au séisme par la révolution », telle est aujourd'hui la devise du peuple chinois.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

**1er ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

3 mois déjà, 3 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards actuels dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages «abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...», dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismaïl Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassil) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
 - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
 - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

NOM (en capitales)
 Prénom
 Adresse
 Ville

- Abonnement normal. 300 F
- Abonnement de soutien. 500 F
- Abonnement de soutien. F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix
 Découper suivant le pointillé et renvoyer au
 Quotidien du Peuple
 BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

BLOC-NOTES

COMMENT NE PAS PAYER LES SOINS MÉDICAUX ?

De plus en plus nombreux, les travailleurs hésitent à se faire soigner, ou bien à acheter des médicaments, ne pouvant faire l'avance et attendre le remboursement de la sécurité sociale et de la mutuelle quand ils en ont une.

A l'hôpital même, des travailleurs repartent sans avoir passé de visite, parce qu'on leur a demandé de payer à l'avance le prix de la consultation, consultation spécialisée le plus souvent car plus rentable pour l'hôpital.

LES POSSIBILITÉS LÉGALES DE NE PAYER QUE 10 À 20 % D'UNE ORDONNANCE

Depuis qu'existe le tiers payant, c'est-à-dire l'obligation faite à la sécurité sociale (= tiers) de rembourser 70 à 80 % des frais médicaux et pharmaceutiques, existe aussi la possibilité pour les travailleurs de ne pas avancer cette somme.

Cette mesure connue

des employés de sécurité sociale, des pharmaciens, des médecins et employés de dispensaires, est soigneusement cachée aux travailleurs.

Le pharmacien préfère avoir l'argent tout de suite plutôt que d'attendre un mois ou plus d'être payé par la sécurité sociale. Il préfère que ce soit le travailleur (gagnant dix fois moins que lui en moyenne) qui fasse cette avance.

COMMENT IMPOSER CETTE MESURE CHEZ LE PHARMACIEN, ET QUELLES SONT LES CONDITIONS ?

Il suffit de présenter au pharmacien :

- l'ordonnance
- la carte de sécurité sociale
- la carte d'identité correspondante
- les deux dernières fiches de paye (en cas de travail comportant au moins 120 heures par mois)
- ou les trois dernières fiches de paye (si l'on n'a

que 200 heures de travail dans le trimestre), pour exiger tous les médicaments prescrits et ne payer que le ticket dit «modérateur» c'est-à-dire les 10 à 30 % non remboursés par la sécurité sociale.

Si l'on bénéficie d'une mutuelle, on en présente la carte et on obtient les médicaments gratuitement, on n'avance aucun argent. Le pharmacien est tenu d'appliquer cette mesure, à une condition : lui présenter tous les papiers pour éviter qu'il joue sur l'absence de l'un d'entre eux et exige l'avance.

DANS UN DISPENSAIRE À L'HÔPITAL

Les possibilités de n'avancer que le ticket modérateur sont identiques, mais cachées par les organismes de soins toujours pour la même raison : le profit. Il faut présenter les mêmes pièces qu'au pharmacien (moins l'ordonnance qui est délivrée par le dispensaire).

CHEZ LE MÉDECIN, LE DENTISTE

La loi ne les oblige pas comme les pharmaciens, les dispensaires, à appliquer ces mesures. Néanmoins, les chômeurs, les vieux, et tous les travailleurs qui ont des difficultés financières doivent exiger qu'ils suivent

l'exemple des médecins et dentistes progressistes qui acceptent de se faire payer directement par la sécurité sociale et ne demandent que le montant du ticket modérateur. Quand ils ne suppriment pas celui-ci...

Ecrivez-nous pour demander éventuellement des précisions, conseils,

si vous désirez des renseignements sur les formes d'aide médicale existantes. Racontez-nous aussi les réactions des pharmaciens et des travailleurs que vous allez informer dans les pharmacies ou ailleurs lorsque vous achèterez des médicaments.

Docteur QdP

TÉLÉVISION

MARDI 24 AOÛT

TF1

12 h 30 - Jeu : le franco-phonissime
13 h 45 - Objectif santé
14 h 00 - Série : Les 6 femmes d'Henri VIII
18 h 20 - Pour chaque enfant.
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Feuilleton : le village englouti
20 h 30 - Téléfilm : «L'étrange visite»
21 h 40 - Chronique : Le sens de l'histoire

A2

15 h 00 - Aujourd'hui madame
15 h 55 - Série : Mission impossible
16 h 45 - Documentaire : La mer et les hommes
17 h 15 - Série : ma sorcière bien-aimée
17 h 45 - Vacances animées
18 h 15 - Chroniques du temps de l'ombre... Ce jour-là, j'en témoigne (8 novembre 42)
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Jeu : Des chiffres et des lettres

19 h 45 - Feuilleton : Bonjour Paris.
20 h 30 - Les dossiers de l'écran : Douglas Mac Arthur
Débat : La défaite politique du vainqueur du Pacifique.

FR3

19 h 05 - Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?
19 h 40 - Pour les jeunes
20 h 00 - Jeu : 20 heures en été
20 h 30 - Le tigre du Bengale. Film de F.Lang (1958).

feuilleton

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

Seconde difficulté, il est de tradition de commencer une biographie par une introduction du genre : Monsieur X, ayant pour deuxième nom X, natif du district de X. Or, je ne sais pas même le nom de famille de Ah Q. Une fois, il sembla que son nom de famille fût Tchao, mais le lendemain le fait était déjà mis en doute. C'était le jour où le fils du Vénérable Monsieur Tchao fut reçu bachelier. Les messagers étaient arrivés pour annoncer son succès au village en frappant sur des gongs, et Ah Q, qui venait d'avaler deux bols de vin jaune, se mit à gesticuler en disant que cet honneur rejaillissait sur lui, car il était de la même famille que M. Tchao, et qu'en remontant soigneusement dans leur généalogie on pourrait voir qu'il appartenait à la troisième génération au-dessus de celle du bachelier.

Parmi ceux qui l'écoutaient, certains commentèrent à le considérer avec respect. Mais dès le lendemain le garde-champêtre mena Ah Q chez M. Tchao ; ce dernier, rouge de fureur, s'écria en l'apercevant :

- Ah Q, espèce d'imbécile, tu dis que je suis de la même famille que toi ?

Ah Q ne répondit pas.

La colère de M. Tchao montait, il s'avança à pas précipités vers l'arrivant :

- Comment oses-tu dire de pareilles sottises ? Comment pourrais-je sortir d'une famille comme la tienne ! Alors ton nom de famille est Tchao ?

- Toujours silencieux, Ah Q esquissa un mouvement de recul, mais M. Tchao s'élança sur lui et le gifla.

- Comment pourrais-tu t'appeler Tchao... comme si tu étais digne de t'appeler Tchao !

Ah Q ne protesta pas de son bon droit de s'appeler Tchao, il frotta sa joue gauche et se retira avec le garde-champêtre. Une fois dehors, celui-ci lui passa une bonne sermonne et, pour l'en remercier, Ah Q lui donna deux cents sapèques. Tous ceux qui entendaient cette histoire s'accordèrent pour dire que Ah Q n'avait pas son bon sens et que, s'il avait été battu, il l'avait bien cherché. Quand bien même se serait-il appelé Tchao et rien n'était moins sûr, puisqu'il y avait le Vénérable Monsieur Tchao dans le pays, il n'aurait pas dû se permettre des vantardises pareilles... On ne parla plus des antécédents de Ah Q par la suite, et voilà pourquoi je n'ai jamais su son nom de famille.

Troisième difficulté, je ne sais pas comment s'écrivait son nom. De son vivant, tout le monde l'appelait Ah Quei, mais après sa mort, personne ne prononça plus son nom, et encore moins fut-il gardé sur des tablettes de bambou et sur la

soie⁽¹⁾. En fait d'écrit à son sujet, celui-ci est le premier du genre, et c'est pourquoi je me heurtai à une grosse difficulté. Le caractère «Quei» de Ah Quei doit-il s'écrire comme «cannelier» ou «noblesse» ? J'ai longuement réfléchi à ce sujet. Si son second nom avait été «Pavillon de la lune» ou bien s'il avait célébré son anniversaire au cours du huitième mois lunaire, c'eût été certainement le «Quei» de cannelier⁽²⁾, mais avait-il ou non un second nom, personne ne l'a jamais su et jamais n'a-t-il invité ses amis à un dîner d'anniversaire en leur demandant de célébrer l'événement en vers ou en prose. Ecrire son «Quei» avec le caractère «cannelier» en l'absence de tout indice serait agir de façon par trop arbitraire. S'il avait eu un frère aîné ou puîné appelé «Richesse», le «Quei» de son nom se serait sûrement écrit comme «noblesse», mais comme il était sans famille, je n'ai aucune preuve que son nom s'écrive sous cette forme. Des autres caractères peu usités se prononçant «Quei», il ne peut être question.

Une fois, j'ai interrogé à ce sujet Monsieur le Bachelier, c'est-à-dire le fils du Vénérable Monsieur Tchao, mais même un tel érudit se révéla incompetent. Sa conduite revenait à ceci : depuis que Tchen Tou-sieou⁽³⁾ a préconisé la romanisation du chinois dans la revue *La Jeunesse nouvelle*, la littérature nationale ne vaut plus rien ; voilà sans doute pourquoi je ne pouvais aboutir dans mes recherches. En dernier ressort, j'ai demandé à une personne de mon village d'aller consulter les documents judiciaires de l'affaire Ah Q. Il me répondit huit mois plus tard que les dossiers de la cour ne contenaient aucun rapport sur un nommé Ah Quei, ni sur aucune personne dont le nom se rapprochât tant soit peu de cette prononciation. J'ignore si ce nom est vraiment introuvable ou si cet ami n'a pas fait les recherches voulues, toujours est-il que je ne dispose d'aucun autre moyen pour me renseigner. Force me fut d'orthographier le caractère «Quei» à l'anglaise (car je crains que le nouveau système chinois de romanisation ne soit guère répandu), d'où le nom de «Ah Quei» qui donne en abréviation Ah Q.

Je m'excuse de paraître suivre aveuglément les traces de *La Jeunesse nouvelle*, mais puisque le bachelier Tchao ignore comment s'écrivait ce nom, comment pourrais-je, moi, le savoir ?

La quatrième difficulté était de connaître son lieu d'origine. S'il s'était appelé Tchao, on aurait pu, selon l'ancienne coutume remise en vogue actuellement, recourir aux notes du livre : *Des lieux d'origine des cent familles* (4). Il nous dirait

tout de suite que «la famille Tchao est originaire du district de Tienchouei, dans la province de Kansou». Malheureusement, le nom de famille de Ah Q demeurant incertain, il en est de même forcément pour son lieu d'origine. Bien qu'il eût vécu la plupart du temps à Weitchouang, il couchait aussi souvent ailleurs, on ne peut donc affirmer qu'il soit un habitant de ce village, ce qui reviendrait à violer la méthode historique.

Ce qui me console, c'est que le caractère «Ah» (5) de Ah Q est parfaitement correct ; il ne s'agit sûrement pas d'un homonyme mal employé. Le lecteur peut se renseigner auprès d'hommes érudits pour vérifier mes dires. Quant aux difficultés citées plus hauts, un homme comme moi, au savoir ordinaire, ne saurait les résoudre, c'est pourquoi je souhaite que les disciples de M. Hou Che, «fêrus d'histoire et d'archéologie» (6), fassent plus tard quelque découverte à ce sujet. Ma seule crainte est que *La Véritable histoire de Ah Q* ne soit tombée dans l'oubli longtemps avant.

Ce qui précède peut-être considéré comme une préface.

(à suivre)

(1) Phrase d'abord usitée au III^e siècle avant J.C. dans la Chine antique, l'usage du papier étant encore inconnu, on écrivait sur des tablettes de bambou et sur la soie.

(2) Au cours du huitième mois lunaire, on célèbre la Fête de la Lune. C'est le moment où fleurit le cannelier, aussi beaucoup d'enfants nés dans ce mois avaient-ils le caractère «cannelle» ou «lune» dans leur nom. En outre, d'après le folklore chinois, les ombres de la lune représentent un cannelier.

(3) Tchen Tou-sieou (1880-1942), à cette époque professeur à l'Université de Pékin, était le rédacteur en chef de *La Jeunesse nouvelle*. Plus tard, il s'avéra un renégat du Parti communiste chinois.

(4) Un vieux manuel, le premier livre de lecture, dans lequel la liste des noms de familles était écrite en vers.

(5) Ah : préfixe que l'on emploie souvent familièrement devant les prénoms dans le Sud. Ainsi, beaucoup d'enfants ont pour petit nom le mot Ah, suivi de leur numéro d'ordre de naissance.

(6) Expression souvent employée par Hou Che, le fameux politicien et écrivain réactionnaire, pour faire son propre éloge.

DANS LES VILLAGES DE L'OISANS

«LE TOURISME NE NOUS RAPPORTE RIEN»

Entre des hautes montagnes qui culminent de 3 ou 4 000 mètres une étroite vallée encaissée où coule la Romanche, à un bout les gorges débouchant sur le Dauphiné, à l'autre le Col du Lautaret et la route de l'Italie : c'est l'Oisans. Si l'élevage est aujourd'hui encore assez développé, les alpages en escalier rappellent que la montagne fut jadis cultivée. Et là où il reste de la culture, en montagne ou en plaine (7 00 m d'altitude) ce sont de minuscules parcelles de quelques ares.

Cette année avec la sécheresse, il y a parfois moitié moins de foin, et encore, heureusement qu'il a plu en juillet. Le paysan de l'Oisans est conscient que d'autres régions ont été plus touchées par la sécheresse, (Bretagne, centre...) mais ça sera dur d'engranger assez de foin pour passer le long hiver de 6-7 mois. Il doit donc faucher «plus grand et plus loin», dans des endroits où il n'a pas été depuis 10 ans. Pour les rares paysans qui possèdent un tracteur, (acheté d'occasion) il n'est guère utile sur les pentes, et la plupart du temps, c'est avec la mule qu'on ramène les balles de foin des hautes zones de fourrage, situées parfois à plus de deux heures de marche.

«LES GROS TOUCHERONT LA PRIME»

Pour travailler, c'est surtout la main-d'œuvre qui compte : «notre tracteur, c'est nos bras», surtout cette année. Pour rentrer le foin, tous les membres de l'exploitation familiale doivent s'y mettre, y compris le fils ouvrier à Grenoble et remonté pour les vacances. Face aux difficultés, c'est encore l'esprit de lutter individuellement, chacun pour soi, qui l'emporte. La pénétration du capitalisme (1) a tué l'esprit d'entraide qui venait de la production collective dans les villages (pain, fromage). Le résultat, c'est que cette année certains petits paysans devront malgré tout abattre plus de bê-

tes que d'habitude, conscients qu'ils vont les «donner» aux maquignons qui imposent leurs prix. Par exemple, l'éleveur qui a acheté un veau 700 F devra investir 1 200 F pour les 1 000 jours que dure l'élevage. Cette année, on ne le lui achètera que 2 600 F au lieu de 3 000 F (vache d'environ 300 kg de viande). Les 700 F (2 600 F-1 900 F) ainsi dégagés sur 1 000 jours sont bien maigres pour compenser le travail, l'amortissement de la motofaucheuse, l'assurance etc... «La prime de la sécheresse ? Ce sont les gros qui la toucheront. Nous, nous n'avons pas assez de vaches».

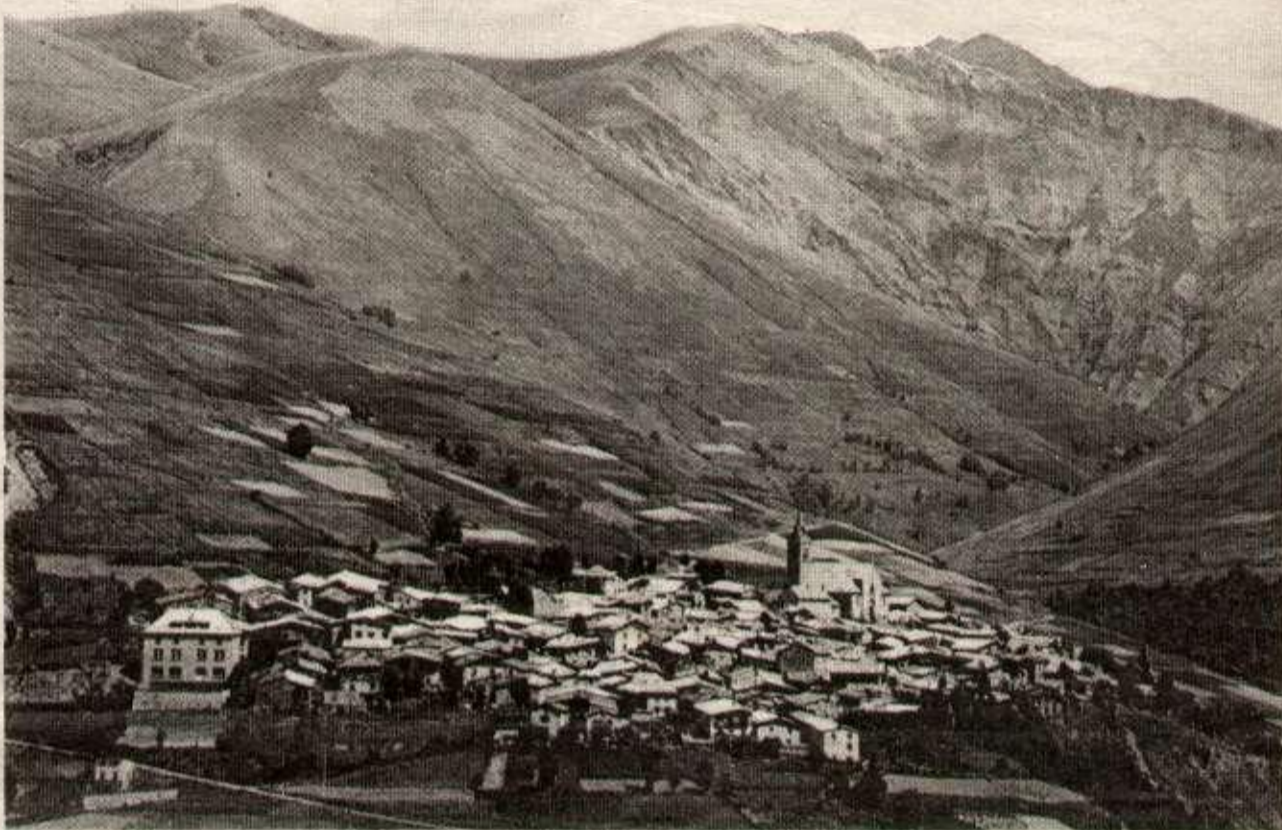
LES PLUS JEUNES ONT AUTOUR DE 50 ANS...

Cette année, dans l'Oisans, les petits paysans qui sont la quasi totalité des agriculteurs, s'appauvriront. Seuls quelques uns pourront maintenir leur revenu. Cela ne fera qu'aggraver l'exode. Dans les villages, les plus jeunes agriculteurs ont autour de 50 ans. «Les jeunes s'en vont parce que ce n'est pas rentable. Après l'école ils ne veulent plus rester

sur la terre et partent à la ville. La vie en ville est plus facile. Ici, les femmes travaillent plus dur que les hommes. Elles ont été les premières à partir. Les hommes qui restent n'arrivent pas à se marier». Un jeune nous dit : «Je suis parti parce que c'était trop dur, celui qui restait était considéré comme pauvre mec».

(1) Il n'y a pas longtemps encore, jusqu'après la dernière guerre, les paysans vivaient en auto-subsistance, ils produisaient à peu près tout ce qu'ils consommaient. «Le paysan buvait le café une fois l'an... Les enfants ne mangeaient une orange que le soir de Noël...» Le capitalisme a pénétré par l'apparition de nouveaux besoins : l'agriculteur ne produit plus

tout ce qui lui est nécessaire. Il produit de plus en plus pour vendre («coopérative» de lait, viande) pour avoir de l'argent : l'impôt, assurances, nouveaux achats, etc...) et il n'est plus maître de sa production, ni des prix. En même temps, les commerçants et les intermédiaires se sont développés. Le fossé se creuse entre les prix à la production et ceux des biens achetés à la ville.



Besse, sur le plateau, à 1545 mètres. Beaucoup de parcelles ne sont plus cultivées

«UNE RENAISSANCE DES VILLAGES ? NON...»

Pourtant, nombre d'entre eux aspirent à rester au pays, et même à travailler la terre. Le fait qu'ils remontent tous les samedis le montre bien. Mais il n'y a plus de travail : avant il y avait la mine, il y avait l'ardoisière, la soierie, les usines de la vallée et des ateliers locaux. Dans les villages, les écoles ferment : «Quand on a vu Besse et Paris, on a tout vu» disent les paysans du village. La différence ville-campagne est vivement ressentie. La seule chose qui se développe c'est le tourisme. La bourgeoisie avance l'idée que l'agriculture c'est dépassé et que la vocation de l'Oisans, c'est le tourisme. C'est qu'elle y fait plus de profits. Elle implante des stations de ski de luxe «les Deux Alpes» («l'Alpe d'Huez») ou des stations de seconde classe comme «Auris». Elle veut juste maintenir quelques producteurs de lait pour garder une «couleur locale» et maintenir le paysage en état. En ce mois d'août les villages de l'Oisans sont submergés de voitures. Une renaissance des villages ? Non. Les résidences secondaires gardent leurs volets fermés 10 mois par an. «Le tourisme ne nous apporte rien. Il tue l'agriculture» disent les paysans. A l'Enversin, le maire nous a fait signer un papier pour construire une remonte-pente sur nos terres. Il nous avait promis de nous indemniser. Ça fait 3 ans. On n'a encore rien touché. En plus, ils

ont fait une route, ils ont empiété sur nos jardins ; le morceau le plus facile à travailler et le plus fertile.

maintenant, c'est un parking. Ils ont déboisé pour les pistes sans parfois nous prévenir : «Allez, le

chercher, votre bois si vous le voulez», ils nous répondaient.

COMMENT ON POURRAIT DÉVELOPPER L'AGRICULTURE DE MONTAGNE

En Oisans, presque tous les agriculteurs doivent avoir un travail à côté pour s'en sortir, (maçons, employés communaux, perche-men dans les stations de ski) le plus souvent saisonnier. Pourtant ils refusent d'abandonner l'agriculture et de se consacrer au tourisme. Ils savent que cette «solution» ne peut profiter qu'à quelques uns. Et ils sont conscients de leur rôle de producteurs dans la société. Ils savent que l'ouvrier n'a pas trop de lait et de pommes de terre. Le capitalisme refuse de leur reconnaître ce rôle dans la société. C'est pourquoi ils sont intéressés quand nous évoquons comment le pouvoir des ouvriers et des paysans peut développer l'agriculture en montagne : organiser la complémentarité montagne-vallée (faire monter du foin de la plaine, et les bêtes en alpage : cet apport en foin permettant au paysan de la montagne d'avoir plus de bêtes et de consacrer plus de temps à la culture)

bases d'une industrie locale avec des ateliers de tissage de la laine et des industries de mécanisation de l'agriculture. La coopération progressive librement consentie et sur la base du bénéfice mutuel permettra de supprimer l'obstacle que sont les petites parcelles. L'école ne développera plus une mentalité d'élite, mais donnera aux jeunes une instruction nécessaire au travail de la

terre et les connaissances élargies aux questions économiques, sociales et politiques qui permettront aux petits paysans de prendre en main l'avenir du pays aux côtés des ouvriers. En orientant la production agricole afin de satisfaire les besoins alimentaires de la population, le nouveau régime fixera des prix agricoles qui garantissent aux paysans une amélioration de leur niveau de vie.

REFUSER LA RÉSIGNATION

Et si bien des idées fausses sur les ouvriers et sur le socialisme persistent, résultat de la propagande anticommuniste des gouvernements bourgeois qui les ont poussés à la ruine, le plus difficile et le plus urgent est de combattre les idées individualistes et de résignation et d'engager la lutte aujourd'hui avant qu'il n'y ait plus de paysan dans l'Oisans. Lutte contre toute baisse de revenu et pour le maintien de l'agriculture ; contre les maquignons et les expropriations ; contre le prétendu plan d'aména-

gement de la montagne de Poniatowski ; contre certaines mafias municipales, la DDA et les préfetures, tous au service des gros bonnets et du tourisme ; pour de meilleures conditions de travail et de salaire dans les stations de ski ; pour obtenir du foin de la vallée ; pour un meilleur prix du lait à l'achat ; pour la création d'emplois saisonniers et permanents dans l'Oisans.

Article réalisé par le groupe d'enquête du PCR sur l'agriculture de montagne dans l'Oisans.